



Inventaire des sites industriels et d'activités de service du département de la Haute-Savoie (74) - Période 1860 - 1977

Rapport final

BRGM/RP-65416-FR
décembre 2015



Inventaire des sites industriels et d'activités de service du département de la Haute-Savoie (74) - Période 1860 – 1977

Rapport final

BRGM/RP-65416-FR
décembre 2015

Étude réalisée dans le cadre des opérations de Service public du BRGM 2009 à 2015 (Conventions MEDDE n°06510, n°07394 et avenants respectifs)

B. CLOZEL-LELOUP, J. MAMDER, C. DURDILLY

Vérificateur :
Nom : L. CALLIER
Fonction : Responsable scientifique de programme
Date : 18/12/2015
Signature : 

Approbateur :
Nom : Y. SIMEON
Fonction : Directeur BRGM RHA
Date : 21/12/2015
Signature : 

Le système de management de la qualité et de l'environnement est certifié par AFNOR selon les normes ISO 9001 et ISO 14001.



Mots-clés : Haute-Savoie, 74, Rhône Alpes, inventaire historique régional, IHR, sites industriels, BASIAS, France

En bibliographie, ce rapport sera cité de la façon suivante :

CLOZEL-LELOUP B., MAMDER J. et DURDILLY C. (2015) – Inventaire des sites industriels et d'activités de service du département de la Haute-Savoie. Période 1860-1977 - Rapport final. BRGM/RP-65416-FR, 39 p., 11 ill., 6 ann.

© BRGM, 2015, ce document ne peut être reproduit en totalité ou en partie sans l'autorisation expresse du BRGM.

Synthèse

Depuis 2002, le Ministère en charge de l'Environnement, au travers de la DGPR¹, mène des réflexions visant à déterminer les risques qui pourraient exister du fait de l'implantation d'établissements scolaires (dits Etablissements Sensibles - ETS) sur ou à proximité d'anciens sites industriels.

Des actions ont ainsi été décidées et organisées au travers d'une démarche nationale de « Diagnostics des sols sur les lieux accueillant des enfants et adolescents », traduite dans l'article 43 de la loi n°2009-967² et retenue dans le cadre de l'action 19 du 2^{ème} Plan National Santé Environnement (PNSE) 2009-2013. Cette opération d'anticipation environnementale, encadrée par la circulaire du 4 mai 2010³, a été débutée à l'échelle nationale en 2010.

Cette démarche s'appuie sur l'utilisation d'un outil novateur en matière de gestion des sites et sols pollués, élaboré dans les années 90, les Inventaires Historiques Régionaux (IHR). Ces recensements ont permis d'établir une base de données (appelée BASIAS) qui répertorie les sites industriels et activités de service du territoire français. Ainsi, un croisement des données de BASIAS avec les données des établissements scolaires permet de définir les ETS présentant une potentialité de pollution du sol et sur lesquels un diagnostic devra être réalisé.

C'est dans ce contexte que le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement (MEDDTL⁴, aujourd'hui MEDDE) a souhaité, en 2010, la reprise de l'IHR de la région Rhône-Alpes (RHA). En effet, cette région a mené son inventaire entre 1994 et 1998, selon une méthodologie non encore aboutie et beaucoup plus restrictive en comparaison de la méthodologie nationale adoptée depuis.

Il est alors apparu que l'action de « Diagnostic des sols sur les lieux accueillant des enfants et adolescents » ne pouvait pas être engagée dans la région Rhône-Alpes sans qu'au préalable son inventaire soit actualisé. Le Ministère de l'Environnement a donc chargé le BRGM, dans le cadre de sa mission d'aide aux politiques publiques, de la reprise de l'IHR Rhône-Alpes.

Ce projet de « rattrapage » de l'IHR s'est effectué sur sept⁵ des départements de la région Rhône-Alpes et a été essentiellement financé par le MEDDE (avenant à la convention n°SU0006510 du 16/06/2010 et avenant à la convention n°SU0007394 du 28/06/2012) et pour partie par le BRGM.

Les Inventaires Historiques Régionaux étant élaborés, dans les faits, à l'échelle départementale, le présent rapport rend compte de l'inventaire des sites industriels et activités de service pour le département de la Haute-Savoie (74).

¹ DGPR : Direction Générale de la Prévention des Risques au MEDDE

² Loi n°2009-967 du 3 Août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement

³ Circulaire du 4 mai 2010 relative aux diagnostics des sols dans les lieux accueillant les enfants et les adolescents

⁴ A ce jour, ce ministère s'appelle le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (MEDDE)

⁵ Tous les départements RHA sauf le Rhône (69) en cours d'actualisation sur financement Grand Lyon et BRGM

Les membres du comité de pilotage régional ayant suivi l'IHR du département de la Haute-Savoie sont les suivants (par ordre alphabétique) :

- les Archives Départementales de la Haute-Savoie,
- la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) de la Haute-Savoie,
- la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Rhône-Alpes (DREAL),
- le service des Installations Classées (ICPE) de la Préfecture de la Haute-Savoie,
- le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) représenté par sa Direction régionale en Rhône-Alpes.

Les décisions du comité de pilotage (CP) concernant le cadrage de l'inventaire ont évoluées au fur et à mesure du recensement. En effet, le temps imparti à ce projet a été déterminé à partir du cahier des charges de l'opération d'identification des ETS et les résolutions du Comité de Pilotage ont pris en compte cet objectif primordial.

Au fil des avenants qui ont encadré le programme de cet inventaire, le comité de pilotage a retenu les options de cadrage suivantes :

- Exploitation des sources bibliographiques relatives à des actes administratifs concernant les activités industrielles datant de la période 1860 – 1977 ;
- Suivi de la méthodologie nationale publiée par l'ADEME en 1997 avec des aménagements liés à certaines tâches qui ont dû être supprimées (telles que la visite des sites et l'instruction des critères environnementaux).

Au cours de l'inventaire initial (de 1994 à 1998), 213 sites avaient été répertoriés sur le département de la Haute-Savoie (74) répartis sur 64 communes (sur un total de 294 communes dans le département).

Au terme de cette reprise de l'inventaire (effectuée de 2010 à 2015) le nombre de sites présents dans la base de données BASIAS est, à fin novembre 2015, de 4 882 sites répartis sur 256 communes, ce qui représente près de 23 fois plus de sites. Par ailleurs les sites recensés lors de l'inventaire initial ont majoritairement été enrichis de nouvelles données et/ou ont vu leurs localisations précisées.

Parmi ces 4 882 sites recensés, **3 462 sites ont pu être géoréférencés**, ce qui représente un pourcentage de localisation de 71%.

Avertissements

Le recensement est basé sur des sources bibliographiques relatives à des actes administratifs datant de la période 1860 – 1977. Ils ont été consultés aux Archives Départementales et à la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) de la Haute-Savoie.

La base BASOL (version de janvier 2014), gérée par la DREAL Rhône-Alpes, a été consultée et les correspondances entre les sites BASIAS existants et BASOL ont été établies.

*A ce stade, cette étude constitue une synthèse bibliographique. **De par les limites de la méthodologie, cet inventaire ne doit pas être considéré comme exhaustif.** Les résultats sont valables au vu des dossiers consultés au moment de l'étude et sont sujets à évolution en fonction des mises à jour qui pourraient être envisagées ultérieurement.*

Les informations relatives aux sites industriels recensés sont conservées dans BASIAS qui est la base de référence nationale des sites industriels et des activités de service. Cette base gérée par le BRGM, à la demande du ministère en charge de l'environnement (MEDDE) a été déclarée à la CNIL (Commission Nationale sur l'Informatique et les Libertés) en septembre 1998. Sa création a été officialisée par l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998, paru au Journal Officiel n°89 du 16 avril 1999.

L'inscription d'un site dans BASIAS ne préjuge pas d'une pollution à son endroit.

Sommaire

1. Introduction	9
2. Méthodologie de l'Inventaire	11
2.1. PREPARATION DE L'INVENTAIRE (COMITE DE PILOTAGE, CADRAGE ET PRESELECTION DES COTES D'ARCHIVES)	12
2.1.1. Comité de Pilotage.....	12
2.1.2. Cadrage de l'inventaire en RHA.....	12
2.1.3. Sources archivistiques et présélection des cotes d'archives en Haute-Savoie 17	
2.2. REALISATION DE L'INVENTAIRE	17
2.2.1. Dépouillement des archives	18
2.2.2. Localisation des sites.....	22
2.2.3. Saisie des sites.....	26
2.2.4. Consultation des services déconcentrés de l'Etat	27
2.2.5. Consultation des mairies.....	28
3. Présentation générale des données de l'inventaire.....	29
3.1. APPORT DU RATTRAPAGE DE L'IHR	29
3.2. TAUX DE REGROUPEMENT DE L'IHR	29
3.3. NOMBRE DE SITES LOCALISES	30
3.4. REPARTITION DES SITES PAR GROUPES D'ACTIVITES	31
3.5. TYPE D'ACTIVITES RECENSEES SUR LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE 32	
3.6. REPARTITION DES SITES RECENSES PAR COMMUNES.....	32
4. Bilan global et conclusions générales.....	33
4.1. RESUME DE L'INVENTAIRE DANS LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE 33	
4.2. DONNEES STATISTIQUES DE L'INVENTAIRE DE LA HAUTE-SAVOIE	34
4.3. CONCLUSIONS GENERALES	36
5. Bibliographie	39

Liste des figures

Illustration 1 - Schéma d'une fiche de dépouillement et des informations à relever	21
Illustration 2 - Nombre de sites localisés en Haute-Savoie	30
Illustration 3 - Histogramme relatif à la localisation ou non des 4 882 sites de la Haute-Savoie	30
Illustration 4 - Nombre de sites localisés en Haute-Savoie en fonction des groupes SEI	31
Illustration 5 – Histogramme de la localisation des sites par groupe SEI en Haute-Savoie	31
Illustration 6 - Tableau présentant les activités les plus représentées en Haute-Savoie	32
Illustration 7 - Synthèse schématique du rattrapage de l'inventaire en Haute-Savoie	33
Illustration 8 - Pourcentage de sites localisés parmi les 4 882 sites de l'inventaire en Haute-Savoie	34
Illustration 9 – Pourcentage des sites recensés en Haute-Savoie en fonction de leur activité considérée la plus potentiellement polluante par le SEI	34
Illustration 10 - Cartographie des 3 462 sites géoréférencés en Haute-Savoie, classés par groupe SEI	35
Illustration 11 – Schéma synoptique des résultats de l'inventaire de la Haute-Savoie	37

Liste des annexes

Annexe 1 Corrélation entre les codes NAF (modifiés pour les adapter à BASIAS) et les groupes d'activité définis par le SEI	41
Annexe 2 Listes des cotes d'archives exploitées	53
Annexe 3 Modèle commenté d'une fiche de dépouillement	59
Annexe 4 Liste de toutes les activités recensées dans le département de la Haute-Savoie	67
Annexe 5 Liste des activités recensées en Haute-Savoie, classées par occurrence	79
Annexe 6 Liste du nombre de sites BASIAS recensés par communes	91

1. Introduction

Depuis 2002, le Ministère en charge de l'Environnement, au travers de la DGPR⁶, mène des réflexions visant à déterminer les risques qui pourraient exister du fait de l'implantation d'établissements scolaires (dits Etablissements Sensibles - ETS) sur ou à proximité immédiate d'anciens sites industriels.

Des actions ont ainsi été décidées et organisées au travers d'une démarche nationale de « Diagnostics des sols sur les lieux accueillant des enfants et adolescents », traduite dans l'article 43 de la loi n°2009-967⁷ et retenue dans le cadre de l'action 19 du 2^{ème} Plan National Santé Environnement (PNSE) 2009-2013. Cette opération d'anticipation environnementale, encadrée par la circulaire du 4 mai 2010⁸, a débuté à l'échelle nationale en 2010.

Cette démarche s'appuie, sur l'utilisation d'un outil essentiel en matière de gestion des sites et sols pollués, élaboré à partir des années 90, les Inventaires Historiques Régionaux (IHR). Ces recensements ont permis d'établir une base de données (appelée BASIAS) qui répertorie les sites industriels et d'activités de service du territoire français. Ainsi, un croisement des données de BASIAS avec les données des établissements scolaires permet de définir les ETS présentant une potentialité de pollution du sol et sur lesquels un diagnostic devra être réalisé.

C'est dans ce contexte que le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement (MEDDTL⁹, aujourd'hui MEDDE) a souhaité, en 2010, la reprise de l'IHR de la région Rhône-Alpes (RHA). En effet, l'inventaire historique de la région Rhône-Alpes, mené entre 1994 et 1998, a été un des premiers réalisés en France sur la base d'une méthodologie non encore aboutie et sur des critères trop restrictifs, excluant un nombre important de sites, en comparaison de la méthodologie nationale adoptée depuis.

Il est alors apparu que l'action de « Diagnostic des sols sur les lieux accueillant des enfants et adolescents » ne pouvait pas être engagée dans la région Rhône-Alpes sans qu'au préalable son inventaire soit révisé. Le Ministère de l'Environnement a donc chargé le BRGM, dans le cadre de sa mission d'aide aux politiques publiques, de la reprise de l'IHR Rhône-Alpes.

Ce projet de « rattrapage » de l'IHR sur sept¹⁰ des départements de la région Rhône-Alpes est essentiellement financé par le MEDDE (avenant à la convention n° SU0006510 du 16/06/2010 et avenant à la convention n°SU0007394 du 28/06/2012) et pour partie par le BRGM.

Les Inventaires Historiques Régionaux étant élaborés, dans les faits, à l'échelle départementale, le présent rapport rend compte de l'inventaire des sites industriels et activités de service pour le département de la Haute-Savoie (74).

⁶ DGPR : Direction Générale de la Prévention des Risques au MEDDE

⁷ Loi n°2009-967 du 3 Août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement

⁸ Circulaire du 4 mai 2010 relative aux diagnostics des sols dans les lieux accueillant les enfants et les adolescents

⁹ A ce jour, ce ministère a changé de nom et s'appelle le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (MEDDE)

¹⁰ Tous les départements RHA sauf le Rhône (69) en cours d'actualisation sur financement Grand Lyon et BRGM

L'objectif de l'actualisation de l'inventaire initial de la Haute-Savoie est d'en compléter les données existantes en appliquant les critères en vigueur dans la méthodologie nationale aujourd'hui adoptée. Elle consiste à recenser, pour le département de la Haute-Savoie, de manière aussi large que possible les sites, c'est-à-dire les espaces géographiques ayant été le siège d'une ou de plusieurs activités industrielles au cours du temps. Cependant, le temps imparti à ce projet de rattrapage de l'IHR a été déterminé à partir du cahier des charges de l'opération d'identification des ETS, déjà engagée. Le comité de pilotage de l'inventaire de la Haute-Savoie a donc dû prendre des décisions relatives au cadrage de cet inventaire en prenant en compte ces contraintes de délai et, aux vues du nombre de sites attendus et du chronogramme imposé, certaines étapes ont dû être aménagées.

Le présent rapport fait donc état des décisions prises par le comité de pilotage relatives au cadrage de l'inventaire dans le département de la Haute-Savoie. Les grandes tâches de réalisation de l'inventaire sont également rappelées.

Ce document présente également les résultats statistiques de mise à jour de la base de données sur les sites industriels et d'activités de service (BASIAS), dont la finalité générale, telle que définie dans l'arrêté du 10 décembre 1998 est de conserver la mémoire des sites inventoriés pour fournir des informations utiles à la planification urbanistique et à la protection des personnes et de l'environnement.

2. Méthodologie de l'Inventaire

Les inventaires des sites industriels ont été introduits par la circulaire Barnier de 1993¹¹ avec pour finalité d'aider tous les acteurs de la reconquête des friches industrielles potentiellement polluées. Ces inventaires relèvent d'une politique nationale, impliquant notamment, outre des organismes nationaux, les services régionaux de l'Etat (DRIRE / DREAL) et les Conseils Régionaux d'où l'appellation d'Inventaire Historique Régional (IHR). Ils ont été réalisés par département pour des raisons pratiques (archives départementales et préfectorales).

Chaque région et département ayant un passé industriel propre, il est entendu que les résultats des inventaires peuvent différer d'un territoire à l'autre mais, par souci de cohérence, et pour optimiser l'utilisation de cet outil sur des problématiques nationales, il a fallu créer une méthodologie commune à toutes les régions. Ainsi, à la demande du ministère de l'Environnement, l'ADEME a édité en février 1997, sur la base des expériences connues à cette époque, un guide méthodologique définissant une structure commune à la mise en œuvre des inventaires afin que ces derniers répondent aux objectifs souhaités par le Ministère (ADEME, 1997). Au fil des retours d'expérience qui ont suivi et de l'évolution des besoins exprimés par les comités de pilotages, le BRGM a rédigé régulièrement des rapports faisant état des écueils rencontrés et des solutions appliquées pour la réalisation des inventaires ; le dernier en date est de 2001 (Callier et al., Rapport BRGM/RP-50557-FR).

La méthodologie de réalisation des IHR recommandée à l'échelle nationale se décline, à ce jour, en 11 tâches lorsqu'elle est mise en œuvre de façon complète :

- cadrage de l'opération et préparation de l'inventaire dont préselection des cotes d'archives (tâches 1 et 2) ;
- dépouillement des dossiers d'archives, regroupement des fiches par sites et localisation des sites à 1/25 000^{ème} (tâches 3 et 4) ;
- saisie des données dans les fiches de sites sur BASIAS (tâche 5) et début du géo-référencement des sites (qui sera terminé en tâche 9) ;
- consultation des services déconcentrés de l'Etat et des communes (tâche 6) ;
- visite rapide sur le terrain d'un certain nombre de sites à lacunes d'informations (tâche 7) ;
- recherche des critères environnementaux pour les sites localisés (tâche) ;
- fin de la numérisation des nouvelles coordonnées (tâche 9) et fin de la saisie dans BASIAS (tâche 10) des informations obtenues au cours des tâches 6 à 9 ;
- présentation des résultats sous forme de tableaux et cartes synthétiques à petite échelle, et rédaction d'un rapport de synthèse (tâche 11).

En fonction des difficultés constatées en cours d'un inventaire, cette méthodologie classique peut être aménagée, en concertation avec le comité de pilotage, compte tenu du nombre réel de sites à recenser (non initialement pressentis), du budget disponible ou de délais courts imposés, sans pour autant hypothéquer la qualité des données récoltées et bancarisées.

¹¹ Circulaire du Ministre de l'Environnement du 3 décembre 1993 relative à la politique de réhabilitation et de traitement des sites et sols pollués (abrogée par la Circulaire du 8 février 2007 relative aux sites et sols pollués - Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués)

En raison des conditions particulières qui prévalent à la réalisation de cet inventaire en Rhône-Alpes, à savoir, le prérequis de disposer d'une base de données actualisée pour que l'opération de croisement BASIAS/ETS soit considérée fiable, et le délai contraint de cette opération, des concessions particulières ont été faites sur la méthodologie nationale initialement préconisée. C'est pour ces raisons que l'avenant à la convention n° SU 0006510, relatif à l'opération de « Rattrapage de l'IHR Rhône-Alpes », indique que la visite rapide des sites et la recherche des critères environnementaux sont exclues de ce programme.

A terme, l'aspect relatif à la diffusion des résultats de l'inventaire comporte une information des maires (par courrier préfectoral), puis la mise à disposition à tous publics sur Internet des données récoltées, accompagnée d'un préambule explicatif.

2.1. PREPARATION DE L'INVENTAIRE (COMITE DE PILOTAGE, CADRAGE ET PRESELECTION DES COTES D'ARCHIVES)

Le guide méthodologique de l'ADEME, recommande de mettre en place un Comité de Pilotage régional pour la gestion technique et financière de l'opération. C'est ce comité de pilotage qui définit le cadrage de l'étude et sa préparation en fonction des objectifs de son territoire tout en suivant au moins les préconisations nationales, qu'il peut compléter. Ce même comité de pilotage aménage, si besoin, le programme des tâches à réaliser pour atteindre ces objectifs qui portent autant sur la qualité des données à bancariser que sur les précautions à engager au moment de la communication/diffusion des données. Il est animé par le représentant de l'état en région (la DREAL).

2.1.1. Comité de Pilotage

Les membres du Comité de pilotage régional qui ont encadré la reprise de l'inventaire en Haute-Savoie (74) sont les suivants (par ordre alphabétique):

- les Archives Départementales de la Haute-Savoie,
- la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) de la Haute-Savoie
- la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Rhône-Alpes (DREAL),
- le service des Installations Classées (ICPE) de la Préfecture de la Haute-Savoie,
- le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) représenté par sa Direction régionale en Rhône-Alpes.

2.1.2. Cadrage de l'inventaire en RHA

Il concerne les types d'activités à prendre en compte (cf. § (a) à (c)), des commentaires sur le caractère « en activité ou pas » des sites inventoriés (cf. § d) et sur leur taille (cf. § e), et enfin la période à couvrir (cf. § f).

a) Activités du Groupe SEI 1 et du Groupe SEI 2

La liste des activités à prendre en compte, *a minima*, a été établie par le Service de l'Environnement Industriel (SEI¹²) du ministère en charge de l'Environnement (cf. Annexe de la Circulaire ministérielle du 3 avril 1996¹³). Le passé historique industriel peut varier d'une région à l'autre et en fonction des sensibilités et expériences locales la liste des activités à prendre en compte peut être complétée par le comité de pilotage.

Sur la base de l'expérience des inspecteurs des Installations Classées, ces activités ont été réparties dans trois groupes d'activités selon leur potentialité de pollution. Ainsi, les activités listées dans le groupe 1 sont plus potentiellement polluantes que celles du groupe 2, lesquelles sont plus potentiellement polluantes que celles du groupe 3.

- **Les activités du groupe 1** sont les installations relatives aux :
 - décharges, ou dépôts, ou installation de recyclage, de récupération et d'élimination de déchets industriels (y compris les sites de récupération de métaux et matériaux divers de transformateurs notamment) ;
 - unités de production et/ou de stockage (associé ou non à l'activité de production) des industries de chimie et pétrochimie, de la transformation de la houille, gazéification et carbochimie, de la pharmacie et la parapharmacie, des phytosanitaires et pesticides, de l'extraction et du raffinage du pétrole ;
 - dépôts d'hydrocarbures et stations services, la métallurgie et fonderie des métaux non ferreux, la sidérurgie primaire des métaux ferreux, du traitement de surface, les activités d'ennoblissement de textile, de tannerie, de traitement du bois, la cristallerie, la céramique, l'imprimerie et la papeterie.
- **Les activités du groupe 2** sont les centrales thermiques (fioul ou charbon), la sidérurgie secondaire des métaux ferreux, la transformation de l'acier, les industries mécaniques et ateliers d'entretien et de maintenance.
- **Les activités du groupe 3** sont par défaut, celles qui ne sont pas dans les deux groupes précédents.

Depuis 1947, l'INSEE répertorie et codifie, à des fins statistiques, les activités économiques (c'est-à-dire les activités socialement organisées en vue de la production de biens ou de services) pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. Ainsi depuis cette époque, plusieurs nomenclatures réglementaires ou purement statistiques ont été créées en France. En 1992, la nomenclature des activités françaises (appelée nomenclature NAF) a été instaurée afin de codifier l'activité principale exercée (APE) dans l'entreprise ou l'association¹⁴. Depuis 2008, les codes ont été modifiés afin d'être en conformité avec la nomenclature

¹² Service de l'Environnement Industriel de la DGPR

¹³ Circulaire ministérielle du 3 avril 1996 relative à la réalisation des diagnostics et de l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité. Cette circulaire a été abrogée par la circulaire du 8 février 2007 relative aux sites et sols pollués - Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués, lors de la refonte des principes de gestion des SSP. Mais cette abrogation n'affecte cependant pas les critères retenus au moment du lancement des IHR ni pour l'actualisation des IHR ou les IHU qui reprennent les mêmes critères. Lors de ces reprises ou ces IHU, le comité de pilotage a toute autorité d'élargir l'inventaire à des activités qu'il juge utiles à inventorier.

¹⁴ Source : Michel Boeda, Les nomenclatures statistiques : pourquoi et comment ? Courrier des statistiques n° 125, novembre-décembre 2008, p.5-11.

européenne (NACE¹⁵). Pour la mise en œuvre de la base de données BASIAS qui conserve la mémoire des sites inventoriés, le BRGM a utilisé ce listing des activités (NAF/NACE) qui, avec ces codes homogènes pour tous les acteurs, permet de faciliter les recherches et d'élaborer des statistiques grâce aux requêtes.

Cette liste a été adaptée et complétée, pour les besoins de BASIAS, par des annotations relatives à des activités industrielles particulières ou à d'anciennes terminologies. De plus, chaque activité a été combinée avec son code SEI respectif (cf. Annexe 1). L'utilisation de cette liste permet de suivre le plus scrupuleusement possible les consignes nationales en matière d'IHR, à savoir : recenser les sites où ont été exercées des activités appartenant aux deux premiers groupes (1 et 2).

Le Comité de Pilotage de la Haute-Savoie a donc suivi ces préconisations nationales ainsi que celles relatives à certaines activités du groupe 3 intéressant l'ANDRA.

b) Activités du Groupe SEI 3 souhaitées par l'ANDRA

L'ANDRA a souligné l'utilité d'utiliser l'inventaire des sites industriels pour répertorier les activités associées au nucléaire et ayant pu produire des déchets relevant de ses missions. En effet, certaines pratiques industrielles sont liées à l'utilisation de sources radioactives ou de matériaux radiogéniques. C'est le cas, par exemple de la joaillerie ou de l'horlogerie (cas plutôt connus) mais également celui de l'embouteillage de boissons dont certaines machines utilisaient de petites sources radioactives pour le jaugeage des niveaux de remplissage. De plus, certaines formations géologiques peuvent également contenir naturellement des minéraux radiogéniques (zircons, monazites,...) et la connaissance des lieux d'extraction/utilisation est donc également recensée.

Ainsi, à la demande du ministère, ces activités intéressant l'ANDRA ont été rajoutées à la liste des activités à retenir dans le cadre d'un IHR même si elles étaient initialement considérées dans le groupe SEI 3. Le Comité de Pilotage du département de la Haute-Savoie a donc suivi ces consignes et les activités du groupe SEI 3 retenues dans cet inventaire sont :

- Extraction d'argiles et kaolin (code NAF : B08.12z) ;
- Industrie des eaux minérales et autres boissons embouteillées (code NAF : C11.07) ;
- Fabrication/préparation de produits abrasifs et minéraux non métalliques (Code : C23.9) ;
- Elaboration et transformation de matières nucléaires (Code C24.46Z) ;
- Utilisation/stockage de sources radioactives (solides, liquides ou gazeuses) (C24.47Z) ;
- Fabrication de joaillerie, bijouterie, monnaies métalliques (Code C32.1) ;
- Manufactures d'objets et bijoux fantaisies ou de brosse, horlogerie... (C32.99Z) ;
- Centrale nucléaire (Code NAF : D35.43Z).

c) Autres activités du groupe SEI 3 retenues

Certains départements avaient des requêtes particulières concernant le recensement d'activités classées en catégorie SEI 3 telles que les carrières et gravières car elles ont pu être utilisées comme décharges et donc poser des problèmes de pollution des sols et des eaux souterraines. Dans le cas où un département demande l'inventaire de ce type d'activités, il est donc conseillé,

¹⁵ Nomenclature statistique des Activités économiques dans la Communauté Européenne.

par souci d'homogénéisation, de répertorier cette activité dans les autres départements de la région concernée.

Ce fut le cas lors de la reprise de l'IHR en Rhône-Alpes et les cas particuliers ci-après ont donc été retenus dans le département de la Haute-Savoie:

- l'extraction de pierres ornementales (code NAF : B08.11Z) ;
- l'exploitation de gravières et sablières (code NAF : B08.12Z) ;
- les activités hospitalières (code NAF : Q86.1) ;
- les laboratoires d'analyses médicales (code NAF : Q86.90B).

d) Sites en activités ou pas

La Circulaire du 3 décembre 1993¹⁶, visait la mise en place d'inventaires dits « historiques » fondés sur l'examen d'archives, pour contribuer à localiser les sites potentiellement pollués par des activités aujourd'hui arrêtées, mais sans pour autant se limiter à ces seuls sites. En effet, il est impossible, au moment de la recherche des informations dans les archives départementales, de savoir si un site est toujours en activité ou non. De plus, répertorier un site encore en activité dans l'inventaire permet d'en conserver la mémoire dans BASIAS car le site deviendra, à terme, une friche et sera affecté à un nouvel usage.

Ainsi, les comités de pilotage des autres régions, comme celui de la Haute-Savoie relatif à cette étude, ont souhaité conserver tous les sites inventoriés lors de l'exploitation archivistique (quel que soit leur état d'activité constaté *a posteriori*), notamment aussi, parce que le financement des mises à jour est toujours difficile à mobiliser.

C'est pour ces raisons que la circulaire ministérielle n°99-315 du 26 avril 1999¹⁷ a précisé que le recensement conservé dans la base BASIAS concerne les sites industriels qu'ils soient ou non encore en activité à ce jour.

e) Restrictions particulières : Taille des sites et volume des DLI

Compte tenu que l'expérience montre que ce ne sont pas forcément les gros sites qui polluent le plus et qu'un petit site mal géré peut engendrer une pollution importante, l'ADEME a préconisé dans son guide méthodologique de ne pas imposer de taille minimale aux sites industriels répertoriés lors de l'IHR. Cependant, après analyse des résultats des inventaires sur les premiers départements couverts, le constat a été fait que le nombre de certaines activités était exponentiel lorsqu'on n'appliquait pas un critère de taille limite aux sites concernés, et que cela générerait des coûts rédhibitoires pour mener à bien l'inventaire. Ces activités concernent les garages ou ateliers d'entretien et les stockages d'hydrocarbures (DLI).

- **Taille des sites à inventorier** : Dans certains IHR, les comités de pilotage (sur proposition des DRIRE/DREAL) ont souhaité limiter la taille des ateliers/garages en ne retenant que ceux ayant une superficie supérieure ou égale à 400m². Il faut cependant souligner qu'au cours de son histoire, un atelier/garage peut avoir également accueilli d'autres activités (telles qu'une forge ou une station essence) qui sont, quant à elles, à retenir quelles que soient leur superficie. Par ailleurs, il est

¹⁶ Circulaire du 3 décembre 1993 relative à la politique de réhabilitation et de traitement des sites et sols pollués (abrogée par la Circulaire du 8 février 2007)

¹⁷ Circulaire ministérielle du 26 avril 1999 N° 99-315 adressée aux Préfets

rare, dans les dossiers des archives, de voir mentionnée la superficie du site. Ainsi la superficie des sites n'est pas un critère pris en considération dans cet inventaire sur le département de la Haute-Savoie, seul le critère « activités » est pris en compte.

- **Volume des DLI à prendre en compte** : Deux types de dépôt de liquides inflammables (DLI) sont distingués, ceux associés à un four ou une chaudière et ceux associés à une desserte de carburant. En effet, toute cuve installée, pour faire fonctionner un four chez un boulanger ou une chaudière dans un commerce, étaient déclarée en Préfecture ce qui représente un nombre important de dossiers. Or ce type de DLI, sans transvasement, concerne généralement des réservoirs de petites tailles et directement connectés à un appareil, sans risque majeur de fuite ou déversement accidentel. Dans ces cas, ont été recensés les DLI d'une capacité supérieure ou égale à 10m³. Pour les cas de desserte de carburant (stations-services par exemple), et autres activités où les hydrocarbures sont journellement transvasés, l'expérience a montré que la pérennité des égouttures au quotidien génère des pollutions dans les sols. Dans ces cas, les sites sont systématiquement répertoriés quel que soit le volume de stockage concerné.

f) Période historique concernée par l'inventaire

Les préconisations nationales sont de répertorier les activités depuis l'actuel et en remontant le plus loin dans le temps jusqu'au début de l'industrialisation. Selon les départements la quantité d'information à dépouiller et de travail à réaliser est donc variable en fonction des territoires et des aléas de l'histoire les concernant. Ainsi, selon le budget alloué et le calendrier à respecter les comités de pilotage définissent la période historique à couvrir par l'inventaire, laquelle période est généralement homogène pour tous les départements d'une même région, sauf en cas de dégradation locale d'archives (bombardement, incendie, ...).

Les plus anciennes lois françaises relatives aux activités industrielles remontent au décret impérial du 15 octobre 1810¹⁸, suivi de la loi du 19 décembre 1917¹⁹, considérées comme les ancêtres du système actuel des installations classées et qui s'appliquaient aux « établissements dangereux, insalubres et incommodes ». Ainsi, les actes administratifs les plus anciens susceptibles d'être exploités dans le cadre de l'inventaire remontent au début du XIX^{ème} siècle. **Dans le cas particulier de la Haute-Savoie et de la Savoie, les actes les plus anciens ne sont pas antérieurs à 1860, date du rattachement de ces départements à la France.**

En ce qui concerne le rattrapage de l'Inventaire Historique Régional de Rhône-Alpes, et comme indiqué dans l'avenant à la convention n° SU0006510, la période couverte devait aller « jusqu'aux années 2010 », les comités de pilotage fixant la date exacte de fin.

Dans les faits, les premières phases de présélection des cotes d'archives et de dépouillement des dossiers menées au cours des deux premières années 2010/2011 ont montré un nombre pressenti de sites (environ 57 000) bien supérieur à celui initialement envisagé (environ 18 400) pour l'ensemble des sept départements concernés de cette région.

¹⁸ Décret impérial du 15 octobre 1810 relatif au Manufactures et Ateliers qui répandent une odeur insalubre et incommode

¹⁹ Loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes

Devant ce constat et afin de ne pas trop retarder la mise en œuvre de l'opération de croisement avec les établissements sensibles qui dépend d'un inventaire actualisé, le choix a été fait, par le MEDDE, de limiter l'inventaire aux dossiers relatifs aux actes administratifs réalisés jusqu'en 1977.

En effet, la loi de 1976²⁰ relative aux ICPE, complétée de son décret d'application du 21 septembre 1977, a imposé la mise en place d'une analyse de l'état initial du site et de son environnement pour toute demande d'autorisation de mise en service d'une installation industrielle. Il a été considéré que depuis 1977, tous les sites industriels sont recensés au sein des différents services en charge des ICPE (anciennes DRIRE, actuelles DREAL, DDPP, etc...).

L'inventaire ayant pour finalité de « garder la mémoire » des sites industriels, la priorité a été donnée à la recherche des anciennes données, conservées au sein des archives départementales mais dispersées dans les dossiers rangés par ordre thématique (santé publique) ou chronologique selon les périodes de versements.

NB : Certains dossiers plus récents que 1977 ont été exploités avant que ne soit fait le choix de limiter la période couverte par l'inventaire. De plus, pour des raisons pratiques (notamment dans l'éventualité d'une poursuite de l'inventaire) toutes les cotes présentant des dossiers de 1977 ont été dépouillées dans leur intégralité (certains dossiers présents dans ces cotes pouvaient être postérieurs à 1977). Les informations ainsi acquises ont été conservées dans BASIAS. Il en résulte que certains des sites recensés ont débuté leur activité après 1977 ou présentent des historiques incluant des activités postérieures à 1977.

2.1.3. Sources archivistiques et présélection des cotes d'archives en Haute-Savoie

Le travail de présélection des cotes d'archives à consulter pour le département de la Haute-Savoie a été réalisé par les différents services en charge du traitement des actes administratifs relatifs aux installations classées (Préfecture, DDPP, DREAL) ainsi que par le service en charge de la conservation de ces actes (Archives Départementales).

Les dossiers relatifs aux actes administratifs réalisés jusqu'en 1977 et postérieurs (avant qu'intervienne la modification du cadrage) ont été consultés au sein de la DDPP et des Archives Départementales.

La liste des cotes d'archives consultées est présentée en Annexe 2.

2.2. REALISATION DE L'INVENTAIRE

Le Ministère de l'Environnement a chargé le BRGM RHA de la réalisation de l'inventaire, dans le cadre de sa mission d'aide aux politiques publiques. Les services membres du Comité de Pilotage (Archives Départementales, DREAL, DDPP et Préfecture) ont mis tout en œuvre pour

²⁰ Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour l'Environnement

permettre aux agents BRGM de mener à bien leur mission (sélection des dossiers, logistique d'accueil...).

2.2.1. Dépouillement des archives

L'étape du dépouillement des dossiers d'archives est une partie importante et la plus chronophage du projet. Cette étape requiert une grande rigueur car la qualité de l'IHR résulte directement de l'exhaustivité des informations recueillies.

Cette phase de prise de données est un travail minutieux qui nécessite la mise en place d'un protocole précis permettant de ne pas altérer la qualité des informations recueillies. L'IHR a pour but de relever et inventorier les différents sites ayant accueillis une activité industrielle mais son but est également de localiser ces sites, dans un Système d'Information Géographique (SIG), afin que les informations récoltées puissent être pleinement exploitées.

La phase de dépouillement, qui précède directement la phase de localisation, doit donc s'articuler autour de 3 étapes primordiales (qui sont explicitées ci-dessous) et qui peuvent être résumées comme suit :

- Définir si le dossier étudié relève du cadrage de l'inventaire ;
- Relever les informations indispensables à l'inventaire et à la localisation ;
- Ranger de façon logique les informations trouvées pour faciliter le travail de localisation, et pour retrouver les informations relatives au site, en fonction des besoins.

a) Sélection du dossier à dépouiller

Dans les Archives Départementales, les dossiers sont rangés au sein de boîtes ou de liasses référencées par une cote d'archives et contenant un nombre de dossiers variables. La pré-sélection des cotes d'archives à dépouiller a permis de définir les liasses ou boîtes à consulter mais il n'existe pas de listing concernant le nombre de dossiers contenus dans une liasse et encore moins le type d'informations contenu dans chacun des dossiers qui la constitue. Le nombre de dossiers exploités n'est connu qu'à l'issue du dépouillement.

La personne en charge de dépouiller les dossiers d'une liasse présélectionnée doit donc consulter chacun des dossiers qu'elle contient afin de définir si le dossier concerne une activité qui relève, ou pas, des critères du cadrage de l'IHR. Cette personne doit donc définir si elle doit retranscrire ou non les informations dudit dossier, dans une fiche de dépouillement.

Les dossiers présents aux archives, issus des Préfectures²¹, présentent, pour la plupart, plusieurs annotations sur leur couverture avec le nom de l'exploitant et le type d'activité concerné. Cependant, dans le cas où cette activité indiquée ne relève pas du cadrage, une consultation rapide du dossier est tout de même nécessaire afin d'identifier s'il doit être effectivement exclu de l'inventaire ou pas.

²¹ Pour les dossiers plus récents, encore présents dans les locaux de la Préfecture, de la DREAL, le classement est effectué par commune et par exploitant. La logique de sélection des dossiers par rapport au cadrage est la même.

En effet, il convient de rappeler le mode de fonctionnement des Services en charge de la gestion administrative des dossiers, et par là même les conditions qui ont amenés à la création du dossier consulté pour expliquer cette précaution nécessaire.

Le service en charge de la gestion administrative crée un dossier, au nom d'un exploitant ou d'une société qui exploite un site industriel pour diverses raisons. Le plus souvent, un dossier est créé lors de la déclaration de l'ouverture d'un site et toute la correspondance et les documents administratifs liés à ce site sont censés y être rangés. Ce dossier peut également être créé suite à la plainte d'un riverain ou tout simplement la découverte par les services concernés d'un site exploité sans déclaration préalable. Quoi qu'il en soit, les documents liés à ce site devraient, au fur et à mesure des démarches, être consignés dans le dossier initialement ouvert.

Cependant dans la réalité des faits, un dossier peut se retrouver archivé par le service en charge de la gestion administrative au bout d'un certain temps et lors d'une nouvelle démarche par l'exploitant (à un instant « t+1 ») un nouveau dossier sera alors créé avec éventuellement un historique des actions passées mais ce n'est pas toujours le cas. La couverture de ce nouveau dossier ne donnera pas forcément la nature de l'activité principale du site (car déjà déclarée à l'instant « t » antérieur) mais celle de la nouvelle activité déclarée au moment « t+1 ». Ce n'est donc qu'à la lecture de ce nouveau dossier que les informations sur l'activité initiale pourront être retrouvées. L'activité mentionnée en tête d'un dossier ne suffit donc pas à exclure sa consultation vis-à-vis du cadrage. Tout dossier doit être consulté une première fois, même rapidement pour voir s'il ne fait pas référence à d'autres activités relevant, elles, du cadrage²². Cette rigueur est indispensable pour l'obtention d'un inventaire le plus exhaustif possible (pour la période retenue et les choix du comité de pilotage en matière de cadrage).

Il faut effectivement souligner que, outre les lacunes inhérentes au cadrage, un IHR ne peut être considéré comme exhaustif car la source de ses données peut être elle-même lacunaire :

- non portée à connaissance de certaines activités de la part de certains exploitants (non-conformité par rapport à la réglementation);
- activités ne faisant pas l'objet d'une obligation de déclaration lors de leurs mises en place (conformité par rapport à la réglementation à l'époque de l'activité) ;
- disparition de dossiers.

Concernant ce dernier point, il convient de se rappeler que les informations viennent pour l'essentiel de dossiers versés aux Archives Départementales depuis le début du XIX^{ème} siècle et il y a pu y avoir une perte de données (pertes de dossiers, incendies, dossiers mal référencés...). De plus ces dossiers sont initialement issus des services en charge de la gestion administrative des installations qui les ont eux-mêmes archivés temporairement dans leurs locaux avant de les verser aux archives départementales.

L'inventaire se doit donc de structurer les informations disponibles qui ont pu être conservées jusqu'à aujourd'hui. La personne en charge du dépouillement doit donc travailler sur un dossier en recueillant toutes les informations présentées sans se soucier de l'existence potentielle d'un dossier antérieur avec des informations qui pourraient être redondantes. En agissant de la sorte il peut combler une partie des éventuelles lacunes liées à l'histoire particulière de la source de données.

²² En moyenne, 2 dossiers sur 3 consultés relevaient du cadrage.

b) Création d'une fiche de dépouillement

La fiche de dépouillement est une fiche papier que la personne en charge du dépouillement doit remplir afin d'y relever toutes les informations relatives au site retenu, dans la mesure de ce que contient le dossier dépouillé. Afin d'éviter les oublis et pour simplifier la phase de retranscription des informations dans la base de données, une fiche type (voir modèle commenté en Annexe 3) a été créée en se fondant sur les champs qui composent la base de données BASIAS. Ces champs sont à remplir dès que l'information demandée est présente dans le dossier (un champ non rempli indique que l'information n'était pas mentionnée dans le dossier).

Deux champs de la fiche de dépouillement doivent être systématiquement alimentés, il s'agit :

- du nom de la commune concernée par le site ;
- de la source dont sont extraites les informations, à savoir la référence du dossier (cote d'archives des différents services), car elle assure la traçabilité de l'information retranscrite dans l'inventaire et elle rappelle en cela que les IHR sont des outils factuels. Les informations relevées dans la fiche de dépouillement sont celles issues d'un dossier d'archives et non pas issues d'une interprétation. La fiche de dépouillement contient d'ailleurs des champs permettant au dépouilleur de mettre des commentaires personnels sur la fiabilité des informations qu'il a rencontrées (ou leur lacune) dans le dossier.

L'illustration 1 montre un schéma simplifié des informations demandées dans une fiche de dépouillement. La fiche peut être subdivisée en 4 parties, chacune concernant des informations spécifiques liées au site industriel relevé.

La première partie concerne les informations principales définissant le site, à savoir son activité principale, le nom du ou des exploitants (qu'ils soient simultanés ou successifs, ils doivent tous être mentionnés).

La seconde partie concerne les informations qui vont permettre de définir la localisation à savoir l'adresse précise du site (si elle est mentionnée), les autres indications potentiellement utiles (quartier, proximité de tel ou tel élément « structurant » comme les églises, mairies, autres sites industriels...) et surtout les plans du site disponibles dans le dossier.

La troisième partie concerne les informations relatives à la propriété du site (dont les informations cadastrales qui peuvent éventuellement aider à la localisation).

Et enfin la dernière partie, la plus importante, concerne l'historique des activités et produits utilisés/générés (avec des indications de volume quand elles existent) sur le site. Les éventuels incidents (déversement, explosion, incendie..) sont également relevés.

L'inventaire étant réputé « Historique », chacun des événements de la vie du site, y compris les plans consultés, doivent être datés (si possible).

Fiche de dépouillement

- **Source** = Cote d'archive du dossier dépouillé
- **Commune** = Nom de la commune où se situe le site

Carte d'identité du site

- Activité principale
- Nom du (ou des) exploitant(s)
- Adresse du siège

Position du site

- Adresse du site
- Type de plans rencontrés et reproduits (photocopie ou photo)

Propriété du site

- Nom du ou des propriétaires
- Informations cadastrales

Activités du site

- Date de début d'activité connue sur le site et sa source (document administratif ou autre type de documents)
- Date de fin d'activité dans le cas d'une cessation et sa source
- Historique des activités sur le site : cette partie se présente sous la forme d'un tableau devant contenir toutes les activités mentionnées dans le dossier (sans prendre en compte le cadrage) avec tous les détails concernant les produits (s'il y en a) et surtout les dates relatives à ces informations (rappelons qu'un dossier daté de t+2 peut faire un récapitulatif de ce qu'il se passait sur le site à t+1 et t, toutes ces informations sont indispensables à l'inventaire et doivent donc absolument être relevées).

Etat actuel du site

→ Partie non traitée ici (pas dans le cahier des charges du rattrapage de l'IHR RHA)

Illustration 1 - Schéma d'une fiche de dépouillement et des informations à relever

c) Regroupement des fiches par site

Certains dossiers d'archives peuvent contenir à eux seuls toutes les informations relatives à l'historique d'un site (succession d'exploitants sur le site et/ou actes relatifs à la mise en place de nouvelles activités supplémentaires au cours du temps...). Cependant, ce cas est rare.

En effet, entre la création à la Préfecture (ou autre service en charge de la gestion administrative) d'un premier dossier relatif à un site, au nom d'un exploitant, et celui d'une nouvelle démarche le concernant, le dossier initial a pu déjà être archivé. La Préfecture aura alors créé un nouveau dossier avec en-tête le nom de l'activité concernée par les nouvelles démarches (qui peut être une activité différente de l'activité principale). Cette information constitue donc une pièce de l'historique du site initial mais se trouve dans un dossier totalement différent.

A cette « dispersion » chronologique des dossiers pour une même installation, s'ajoute la même « dispersion » des dossiers suivant chaque changement d'exploitant et d'activités menées sur ce même site. Ces différents dossiers, conservés dans différentes liasses des archives, donneront donc lieu à différentes fiches de dépouillement, chacune avec des informations complémentaires, mais concernant un seul et même site (au point de vue spatial). La reconstitution de l'historique du site doit donc passer par une phase dite de regroupement des fiches de dépouillement concernées.

Ceci implique donc qu'au cours de l'inventaire les informations relatives à un site, mais présentes dans différentes fiches de dépouillement, soient regroupées. Cette phase de regroupement est réalisée en se basant sur l'information disponible à ce stade : l'adresse du site.

Ainsi, après le dépouillement (ou plutôt au fur et à mesure, vu la quantité de données impliquées) les fiches de dépouillement manuscrites sont rangées par commune et par adresse. Cette première agrégation des informations contribue à faciliter la reconstitution de l'historique du site ; elle permettra aussi de gagner du temps lors de la réalisation de la phase suivante de l'inventaire, la localisation des sites.

2.2.2. Localisation des sites

La finalité de l'IHR est aussi de positionner les sites recensés. En effet, toutes les informations recueillies lors de l'exploitation des dossiers d'archives pour un site peuvent pleinement être exploitées seulement si ce site est localisé. La tâche de localisation des sites recensés est donc déterminante.

a) Comment localiser

Cette étape de localisation se fait aujourd'hui à l'aide d'un outil majeur en géographie, le Système d'Information Géographique (SIG). En effet, cet outil permet de visualiser des données géographiques digitalisées telles que des cartes IGN[®], du parcellaire cadastral, etc...

Compte tenu de la couverture nationale envisagée, donc sur un vaste territoire, la méthodologie nationale des IHR a retenu la localisation des sites industriels par leur représentation sous la forme d'un point, au centre du site, sur une carte IGN à 1/25.000^{ème}. L'étape de localisation consiste donc à utiliser le SIG afin d'y localiser chaque site de l'inventaire et d'en relever les coordonnées en X et Y (dans les systèmes de projections Lambert 2 Etendu et Lambert 93).

Dans le cadre de l'IHR Rhône-Alpes, les localisations ont donc été effectuées sous SIG à partir de la couverture « Scan 25 », c'est-à-dire de la carte IGN à 1/25.000^{ème} numérisée et géo-référencée.

D'autres couches de données sous SIG ont également été utilisées afin d'aider le travail de localisation : une couche du parcellaire actuel et une couche du bâti actuel, toutes deux de l'IGN[®], et une couche «TéléAtlas[®]» permettant de visualiser les noms des rues. Par ailleurs, d'autres outils ont été utilisés tels que Google[®] StreetView[®] (pour visualiser les façades des bâtiments), le site Internet du service de consultation du plan cadastral²³ (pour les recherches par adresse) ou encore le site Geoportail²⁴ pour sa mise à disposition de photos aériennes pouvant aller jusqu'aux années 1920 environ.

Tous ces outils contribuent à localiser un site industriel recensé dans l'inventaire à partir des informations apportées par le dossier d'archives et retranscrites sur la fiche de dépouillement. La personne en charge du dépouillement a relevé toutes les informations rencontrées relatives à la position du site dans la commune (que ce soit son adresse ou ses références cadastrales) mais elle a surtout reproduit tous les plans rencontrés (photocopiés ou pris en photos).

Généralement les démarches administratives en Préfecture relatives à un site industriel nécessitent l'annexion de plans au dossier. Cependant cette consigne n'a pas toujours été suivie par les exploitants et certains dossiers d'archives ne contiennent pas ou plus de plan. De plus, quand le dossier présente des plans, leurs échelles peuvent varier, allant du plan de masse à 1/50^{ème} (montrant tous les détails du site concerné) à une carte d'état-major à 1/80.000^{ème} (avec la représentation du site sous la forme d'un signe ressemblant le plus souvent à une tache d'encre...).

La phase de localisation des sites dépend donc entièrement de la qualité des données fournies par le dossier dépouillé et, selon les données disponibles, la qualité de la localisation peut présenter une certaine variabilité qu'il a été tenté d'appréhender.

b) Qualité de la localisation

Comme expliqué précédemment, la localisation se fait sur la base des informations relevées dans le dossier d'archives. Ces informations varient d'un dossier à l'autre et impactent directement l'exercice de localisation qui peut devenir plus ou moins difficile, voire impossible.

Les éléments issus des dossiers d'archives utilisés pour la localisation d'un site sont : le(s) plan(s), l'adresse du site et/ou les références cadastrales (en tenant compte de la date du cadastre concerné).

Des éléments non issus du dossier peuvent aussi aider à la localisation précise d'un site, par exemple : un parcellaire datant de l'époque du dossier, la visualisation avec StreetView de l'enseigne du site encore visible sur le bâtiment, l'utilisation d'anciennes cartes postales représentant le site et permettant de retrouver le bâtiment qui existe toujours, les photos aériennes, etc...

L'utilisation de ces données a ainsi permis de localiser le site et il en est fait état pour donner une bonne mesure de la fiabilité de la localisation des sites concernés.

²³ <http://www.cadastre.gouv.fr>

²⁴ <http://www.geoportail.gouv.fr>

Ainsi, dans le cadre de l'IHR Rhône-Alpes, il a été décidé de donner systématiquement un commentaire à la localisation d'un site, qu'elle ait abouti ou non. Par souci de clarté, un code a été mis en place avec 2 objectifs distincts :

- Informer de la réussite ou non de l'exercice de localisation sur le site concerné,
- Donner une idée de la fiabilité de la localisation aux vues de la qualité des données utilisées.

Les différents codes, présentés ci-dessous, sont souvent accompagnés d'une petite phrase permettant de préciser certains points relatifs au travail de localisation effectué.

- **NL : Site Non-Localisable**

Dans certains cas, le site n'a pas pu être localisé lors de l'inventaire et le commentaire de localisation est alors NL pour « Non-Localisable ». Le commentaire n'est pas « non-localisé » mais bien « non-localisable » car il sous-entend que l'exercice de localisation a bien été effectué sur ce site mais qu'il est n'est pas localisable à partir des éléments disponibles (c'est-à-dire issus du dossier).

Ce commentaire de localisation est parfois accompagné d'une petite phrase explicative indiquant les raisons de l'échec de la localisation. Par exemple, si le dossier présentait un plan, il peut être précisé la raison pour laquelle le plan n'a pas pu aider à la localisation : plan trop imprécis, plan illisible car en trop mauvais état, etc....

Dans d'autres cas, l'existence d'une adresse précise peut laisser penser qu'un site peut être facilement localisé mais, si dans les faits ce n'est pas le cas, le commentaire précisera pourquoi le site est non-localisable malgré l'existence de cette adresse. Le commentaire indiquera par exemple : car l'adresse n'existe plus, ou car la numérotation de la rue a changé depuis 1940, etc....

Enfin, dans certains cas (notamment dans les très vieux dossiers d'archives où la simple mention de la commune servait d'adresse) la localisation n'a pas pu être effectuée car le dossier ne contenait aucun élément pour y aider. Ces sites ont donc comme commentaires : NL, car pas d'adresse ni de plan.

- **DP (D'après Plan), DPA (D'après Adresse et Plan), DA (D'après Adresse)**

Dans le cas des sites qui ont pu être localisés il a fallu donner une mesure à la qualité de la localisation car selon les données fournies, un taux d'erreur plus ou moins important existe.

Pour faire simple, la meilleure localisation possible est une localisation effectuée sur la base d'un plan de bonne qualité fourni par le dossier (**DP**). Dans certains cas, l'adresse fournie dans le dossier reste la même que l'adresse actuelle (et confirme donc la localisation) ou a été utile, conjointement avec le plan, pour localiser le site (**DPA**).

Ces deux commentaires de localisation impliquent donc une localisation plutôt fiable (toujours dans la mesure de la fiabilité des informations du dossier d'archives). Comme pour le cas précédent, ce commentaire peut être accompagné d'une phrase indiquant l'utilisation éventuelle d'autres outils non fournis par le dossier.

Ces outils peuvent :

- avoir été utilisés pour aider à la localisation : (Commentaire = et à l'aide de StreetView/et à l'aide du parcellaire de 1948, etc...)
- avoir permis d'attester de l'exactitude de la localisation : (Commentaire = et conforté par StreetView, le site existe toujours / et conforté par StreetView, le bâtiment présente toujours l'enseigne de l'ancienne Société, etc...)

A chaque localisation en DP et DPA, l'adresse actuelle du site est recherchée sur le site Internet du service de consultation du plan cadastral²⁵ et reportée sur la fiche de dépouillement. Cette adresse, qui est l'adresse actuelle du site (actuel = à la date de l'inventaire) est celle qui sera utilisée pour ranger les fiches de dépouillement après l'exercice de localisation.

Le dernier cas de localisation est celui de la localisation sur la base de l'adresse (**DA**). Cette localisation s'appuie sur une adresse précise (avec nom de rue et numéro dans la rue) issue du dossier. Cette adresse est donc une adresse donnée par un dossier d'archives qui peut être plus ou moins ancien. Il est donc possible qu'au cours du temps la numérotation de la rue concernée ait légèrement (voire totalement) évoluée. Cette localisation est donc une localisation faite « faute de mieux » et à considérer avec précaution. Cette localisation d'après l'adresse s'appuie donc sur l'hypothèse suivante : adresse du dossier = adresse actuelle. Dans certains rares cas, la localisation sur la base de l'adresse a pu être confortée après avoir retrouvé le site en consultant StreetView. Dans ce cas, il est alors indiqué : DA confortée à l'aide de StreetView et le degré de fiabilité de la localisation est équivalent aux sites localisés d'après plan.

c) Cas des regroupements

Comme expliqué à la fin du chapitre 2.2.1, une 1^{ère} étape de regroupement des fiches a été réalisée avant la localisation, sur la base de l'adresse des sites. Or, comme il vient d'être démontré, la localisation à l'adresse étant la moins certaine des localisations, les plans (s'ils existent) sont toujours utilisés en priorité.

Toutes les fiches regroupées préalablement sont donc examinées lors de la localisation. Les plans et autres informations qu'elles contiennent doivent être comparés afin de confirmer (ou d'infirmer) le regroupement sur la base d'éléments plus fiables. En cas de confirmation, les fiches sont considérées comme formant un seul et même site et dans le cas contraire, elles sont dégroupées et localisées séparément.

Réciproquement, puisque l'adresse a pu évoluer avec le temps, des fiches de dépouillement relatives au même site peuvent ne pas avoir été regroupées lors de la première étape de regroupement ; dans ce cas, elles le sont au cours de l'exercice de localisation.

Au moment de la localisation sous SIG, chaque site industriel est représenté par un point sur la couche « Scan 25 » et les coordonnées X et Y de ce point (en Lambert 2 Etendu et en Lambert 93) sont retranscrites sur la fiche de dépouillement afin que l'information reste jointe aux autres (en attendant d'être toutes saisies dans la base de données).

²⁵ <http://www.cadastre.gouv.fr>

2.2.3. Saisie des sites

Une fois les fiches de dépouillement définitivement regroupées, il est alors possible de saisir toutes les informations répertoriées dans ces fiches dans une base de données afin d'être pérennisées et de permettre d'éventuelles requêtes.

a) *La base de données BASIAS*

Les directions régionales du BRGM se sont engagées à conserver toutes les données papier des inventaires dans leurs locaux mais une phase de saisie de ces informations dans une base de données informatique est obligatoire pour en faciliter la consultation et la diffusion. L'utilisation d'une base de données informatique permet surtout d'y faire des prospections plus ou moins précises, selon les besoins. En effet cet outil permet, à partir d'un inventaire contenant une quantité importante d'éléments, de faire des recherches thématiques (par requêtes).

Le BRGM a donc créé une base de données, appelée BASIAS (Base des Anciens Sites Industriels et Activités de Service) sous le logiciel Access[®] 2003 et dans laquelle les différentes informations relatives à un site sont saisies. Ainsi, chaque site recensé dans cette base (communément appelé Site Basias) se voit attribuer un identifiant unique, appelé Indice Basias, et toutes les informations le concernant sont instruites dans les différents onglets formant sa fiche descriptive.

Le numéro d'identification d'un site Basias est composé des 3 premières lettres de la région à laquelle il appartient, du numéro de son département et de son numéro d'entrée dans la base de données (sur la base d'un nombre à cinq chiffres).

Ainsi, par exemple, le site Basias n° 00142 du département de la Haute-Savoie (74), de la région Rhône-Alpes (RHA) aura pour identifiant : RHA-I-74 00142 (la lettre I vaut pour le mot industriel)²⁶.

Cet identifiant sera reporté sur chacune des fiches de dépouillement (cf. 2.2.1.b) relatives au site Basias concerné afin de ne pas perdre l'information et de pouvoir faire le lien entre la base de données informatique et les informations papier archivées (fiches, plans, ...) dans les Directions régionales du BRGM.

NB : Les identifiants des 213 sites de l'inventaire BASIAS préexistant (1998) ont été maintenus pour ne pas dérouter les internautes qui s'y référaient avant l'actualisation. Les fiches concernant ces 213 sites ont pu être enrichies ou modifiées avec les informations complémentaires acquises au cours de la mise à jour.

b) *La saisie des informations*

La base de données est structurée de façon à pouvoir consulter toutes les informations relatives à un site ayant accueillis une ancienne activité industrielle potentiellement polluante. C'est pour cette raison que le BRGM utilise des fiches de dépouillement avec un modèle défini sur la structure des champs de la base de données.

²⁶ Notons que pour des raisons techniques, l'identifiant du site Basias RHA-I-74 00142 apparaîtra sur le site internet sous la forme simplifiée suivante RHA7400142.

La saisie a été réalisée en suivant les consignes de la notice de l'application informatique BASIAS V2.0, 2001 (Gérard J.P., Callier L., rapport BRGM/RP-51148-FR), adaptées à la version plus récente de la base (version V4.9).

Il s'agit toutefois de souligner le fait que la saisie des sites dans BASIAS est la dernière étape de l'inventaire et que les personnes en charge de cette saisie doivent être capable d'identifier toute incohérence ou information lacunaire.

Ainsi, une attention particulière a été portée à la formation des personnes en charge de la saisie. En effet, dans l'idéal les personnes en charge des inventaires (au sens strict) et des exercices de localisation devraient être responsables de la saisie car elles ont les compétences nécessaires à cette phase de dernière vérification. Néanmoins, aux vues du nombre de sites recensés en région Rhône-Alpes, et du calendrier imposé, des secrétaires de saisie ont aussi été engagées. Ces personnes, installées au sein des locaux du BRGM RHA, ont eu une formation appropriée relative au projet et au type d'erreurs à repérer (et à faire remonter) lors de la saisie.

c) Saisie simple et saisie des regroupements

Dans le cas le plus simple, un site recensé est composé d'une fiche de dépouillement et la personne en charge de cette saisie (dite saisie simple) doit juste reprendre les informations telles que renseignées sans avoir d'historique à reconstituer. Certains champs tels que ceux des plans ou des activités demandent la référence de l'information qui n'est autre que la cote d'archives du dossier concernant ce site.

Dans le cas de la saisie d'un site composé de plusieurs fiches de dépouillements (dite Saisie des regroupements), la personne en charge de la saisie doit faire attention de bien attribuer à chaque information saisie, la ou les référence (s) (la ou les cotes d'archives) dont elle est issue. Il est également souvent nécessaire d'instruire « la synthèse historique » sous la forme d'éléments rédigés afin de faciliter la compréhension de l'historique du site pour l'utilisateur final.

A l'issue de cette étape de saisie, toutes les données issues du travail bibliographique de consultation des archives sont rassemblées. L'informatisation de ces données permet l'élaboration de statistiques et la sortie de tableaux récapitulatifs qui peuvent servir notamment pour la consultation des mairies.

2.2.4. Consultation des services déconcentrés de l'Etat

Les services déconcentrés de l'Etat habituellement retenus, n'ont pas été directement consultés lors de la réactualisation de l'IHR RHA. Cependant, la base BASOL²⁷, relative aux sites et sols pollués ou susceptibles de l'être, appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif (base de données du MEDDE, gérée par la DREAL RHA), a été consultée. Les correspondances entre les sites BASIAS recensés et les sites BASOL existants a été établies et intégrées dans la base BASIAS sous la forme de renvoi vers le site BASOL concerné (avec la formule « Voir également la fiche BASOL » inscrite dans le champ commentaire de l'onglet

²⁷ <http://basol.ecologie.gouv.fr>, version de janvier 2014

Activité et surtout le numéro de la fiche BASOL concernée, saisie dans l'onglet Identification dans le champ Autre(s) identification (s)).

2.2.5. Consultation des mairies

Cette étape de la réalisation d'un IHR vise d'une part à impliquer les maires dans l'instruction des informations sur ces sites afin de fiabiliser les données avec les connaissances qu'ils ont de leur territoire, notamment sur l'état d'occupation actuel des sites, et d'autre part de les informer, de fait, de l'actualisation de l'inventaire en cours.

Pour mener cette enquête auprès des mairies, un courrier est envoyé à toutes les communes recensant un ou plusieurs sites. Ce courrier se présente sous la forme :

- d'une lettre explicitant la démarche, signée par Monsieur le Préfet de Région,
- d'un tableau listant l'ensemble des sites de la commune concernée et leurs principales caractéristiques,
- d'une liste des activités relevant du cadrage de l'inventaire afin que les services des mairies puissent signaler l'existence de sites non encore inventoriés à l'issue de la méthodologie décrite précédemment,
- d'une ou plusieurs cartes (selon la densité de sites et la taille de la commune), en général à l'échelle du 1/10.000^{ème}, présentant les sites localisés et permettant aux services des mairies de mettre à profit la connaissance de leur territoire pour localiser les sites jusqu'ici non localisables ou non connus.
- un questionnaire relatif à l'état d'occupation actuel des sites identifiés.

Les modifications et compléments apportés par les mairies sont ensuite intégrés dans la base de données BASIAS.

NB : A la date de la réalisation de ce rapport, la consultation des mairies n'a pas encore été enclenchée, pour des raisons de priorités d'actions de l'administration. Elle sera effectuée en 2016.

3. Présentation générale des données de l'inventaire

3.1. APPORT DU RATTRAPAGE DE L'IHR

Comme expliqué en introduction, la région Rhône-Alpes a été la première à mettre en place un Inventaire Historique Régional sur son territoire, entre 1994 et 1998 (Moulin M., Ducharne-Mabille E, 1999, BRGM/RR-40489-FR), en suivant une méthodologie alors non-aboutie et donnant lieu à un nombre très restreint de sites en raison de critères très restrictifs.

Dans le cas de la Haute-Savoie, **l'inventaire est donc passé de 213 sites BASIAS recensés²⁸ en 1998 à 4 882 sites BASIAS recensés en 2015.**

La phase de rattrapage a donc permis de rajouter 4 669 sites à l'inventaire portant ainsi le nombre de sites à près de 23 fois celui du recensement initial.

3.2. TAUX DE REGROUPEMENT DE L'IHR

Lors de la consultation des archives, **7 749 fiches de dépouillement manuscrites ont été générées** dans le département de la Haute-Savoie. Il convient ici de rappeler que le nombre de fiches manuscrites correspond globalement au nombre de dossiers d'archives contenant des informations sur des activités relevant du cadrage. Le nombre de dossiers d'archives effectivement consultés est très largement supérieur ; ainsi en considérant que 2 dossiers sur 3 relevaient du cadrage (ce qui est une moyenne haute), on estime à près de 11 600 dossiers qui ont été consultés (ce qui, en contrepartie, est une estimation basse).

Ces fiches de dépouillement représentent le nombre de dossier d'archives contenant un ou plusieurs actes administratifs relatifs aux activités relevant du cadrage de l'inventaire. Ces différents actes administratifs successifs ont cependant pu concerner une même installation classée et il a donc fallu procéder à un regroupement des fiches afin de reconstituer l'historique des sites concernés.

Ces regroupements de fiches ont été effectués par adresse (cf. 2.2.1.c), puis lors de l'étape de localisation (cf. 2.2.2.c) et ont donc permis de recenser un total de **4 882 sites BASIAS** sur le département de la Haute-Savoie (les 213 sites de l'inventaire préexistant sont comptabilisés dans ce total).

Ceci donne donc un ratio de sites créés par rapport aux fiches manuscrites rédigées de 63 % (63 sites pour 100 fiches de dépouillement, ce qui correspond à un taux de regroupement de l'ordre de 37%) dans le département de la Haute-Savoie.

Le taux de regroupement est différent selon les départements, il dépend de nombreux facteurs tels que l'importance de certaines activités industrielles (emprise, nature des activités, durée de vie du site...), l'implantation géographique (plus l'espace est contraint plus le renouvellement d'activité par site est important), la qualité de conservation des dossiers (en particulier la présence de plans permettant d'attester des regroupements), ainsi que la gestion faite par les

²⁸ Source : Site Internet BASIAS (<http://basias.brgm.fr/>)

services assurant le suivi administratif (regroupement ou non des différents actes administratifs par ces services avant le versement aux archives départementales).

3.3. NOMBRE DE SITES LOCALISES

Une des finalités des IHR est de déterminer la position géographique des sites industriels recensés. L'étape de localisation (cf. 2.2.2) consiste donc à géo-référencer, dans la mesure du possible, les sites recensés sur une carte IGN à 1/25.000^{ème}.

En Haute-Savoie, **3 462 sites ont pu être géoréférencés**, soit 71% des sites recensés (Illustration 2 et Illustration 3).

	Nombre de sites recensés
Sites localisés (géoréférencés)	3 462
Sites Non Localisables	1 420
Total	4 882

Illustration 2 - Nombre de sites localisés en Haute-Savoie

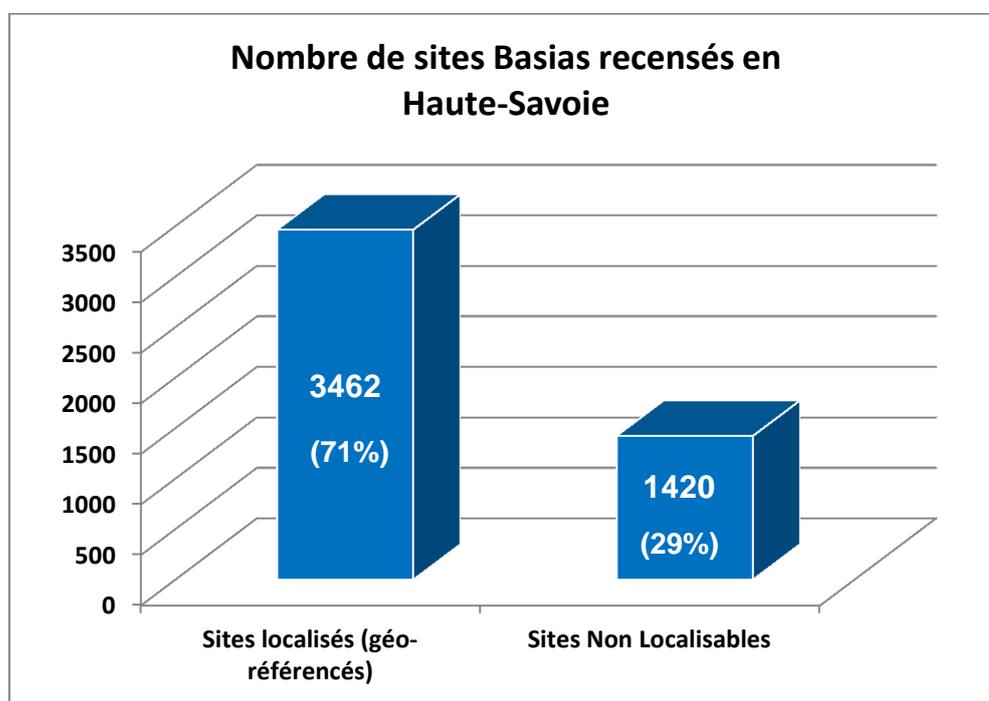


Illustration 3 - Histogramme relatif à la localisation ou non des 4 882 sites de la Haute-Savoie

3.4. REPARTITION DES SITES PAR GROUPES D'ACTIVITES

Dans le cadre du rattrapage de l'IHR Rhône-Alpes, le Comité de Pilotage a suivi la méthodologie nationale aménagée avec quelques spécificités régionales (cf. 2.1). Une liste de toutes les activités recensées sur le département de la Haute-Savoie (10 874 au total) est disponible à l'Annexe 4. Il faut rappeler que le nombre d'activités est plus important que le nombre de sites puisqu'un site peut, soit avoir accueilli plusieurs activités au cours du temps, soit avoir accueilli plusieurs activités en même temps (cf. 2.2.1.c).

Au vue du mode d'attribution des activités dans les groupes dits SEI (cf. 2.1.2.a) une visualisation des résultats selon le groupe SEI de potentialité polluante la plus élevée recensée sur un site semble plus adéquate pour définir sur un territoire la répartition des sites les plus potentiellement polluants (Illustration 4 et Illustration 5, avec le pourcentage de localisés/non localisables).

L'IHR de la Haute-Savoie a donc permis de recenser :

- 4 439 sites (soit 91% des sites recensés) avec au moins une activité du groupe SEI 1 ;
- 366 sites (soit 7% des sites recensés), avec au moins une activité du groupe SEI 2 et sans activité du groupe SEI 1 ;
- 77 sites (soit 2% des sites recensés) avec au moins une activité du groupe SEI 3 "retenues"²⁹ et sans activité des groupes SEI 1 et SEI 2.

	Groupe SEI 1	Groupe SEI 2	Groupe SEI 3 "retenues"
Localisés	3 146	271	45
Non-Localisables	1 293	95	32
TOTAL	4 439	366	77

Illustration 4 - Nombre de sites localisés en Haute-Savoie en fonction des groupes SEI

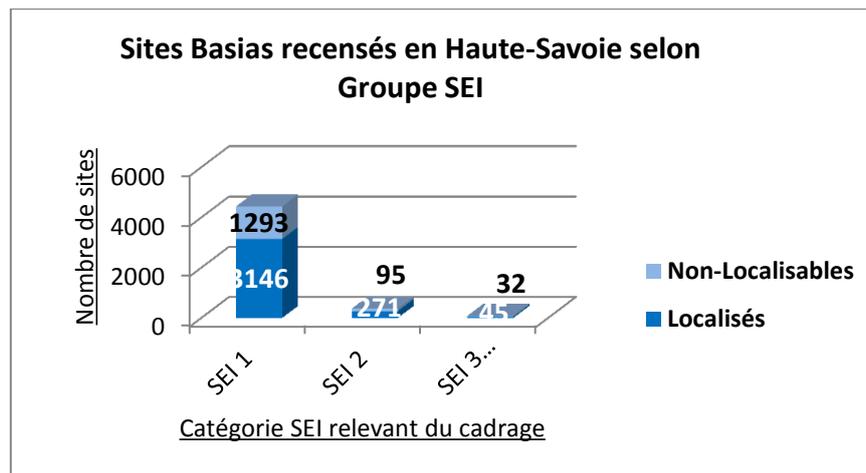


Illustration 5 – Histogramme de la localisation des sites par groupe SEI en Haute-Savoie

²⁹ « retenues » est entendu ici et jusqu'à la fin du rapport au sens large ; c'est-à-dire afin de répondre au souhait de l'Andra (cf. 2.1.2.b) et aux spécificités régionales (cf. 2.1.2.c).

3.5. TYPE D'ACTIVITES RECENSEES SUR LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

Le type des activités recensées sur un territoire est totalement dépendant de l'histoire industrielle de ce dernier. En effet, les activités industrielles exploitées dans une région varient en fonction de ses situations géographique et socio-économique.

Ainsi, un classement du nombre d'occurrence des activités³⁰ dans le recensement permet d'avoir un aperçu des activités industrielles les plus représentées sur le territoire de la Haute-Savoie entre 1860 et 1977. L'Annexe 5 liste tous les ratios d'occurrences des activités recensées dans l'inventaire de la Haute-Savoie tandis que l'illustration 6 en expose les cas les plus représentatifs.

Groupe SEI	Code NAF	Libellé	Nbre d'occurrence en Haute-Savoie	Pourcentage d'occurrence en Haute-Savoie
1	G47.30Z	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)	1602	14,7%
1	V89.03Z	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	1425	13,1%
2	G45.21A	Garages, ateliers de mécanique et soudure	1027	9,4%
1/souhaité par l'ANDRA	C25.61Z	Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)	640	5,9%
1	C25.62A	Décolletage	519	4,8%
1	D35.44Z	Transformateur (PCB, pyralène, ...)	337	3,1%
2	C25.50A	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	320	2,9%
2	G45.21B	Carrosserie, ateliers d'application de peinture sur métaux ou PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)	314	2,9%

Illustration 6 - Tableau présentant les activités les plus représentées en Haute-Savoie

3.6. REPARTITION DES SITES RECENSES PAR COMMUNES

Le département de la Haute-Savoie compte 294 communes et, au terme de la reprise de l'inventaire, 256 communes de ce département sont concernées par au moins un site BASIAS (soit 87% des communes de la Haute-Savoie).

L'Annexe 6 présente la liste des communes concernées et le nombre de sites recensés sur leur territoire (qu'ils soient localisés ou non localisables).

³⁰ Il s'agit bien ici d'occurrences des activités au cours du temps sur tout le département, et non pas de pourcentage de sites concernés par un même type d'activité.

4. Bilan global et conclusions générales

4.1. RESUME DE L'INVENTAIRE DANS LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

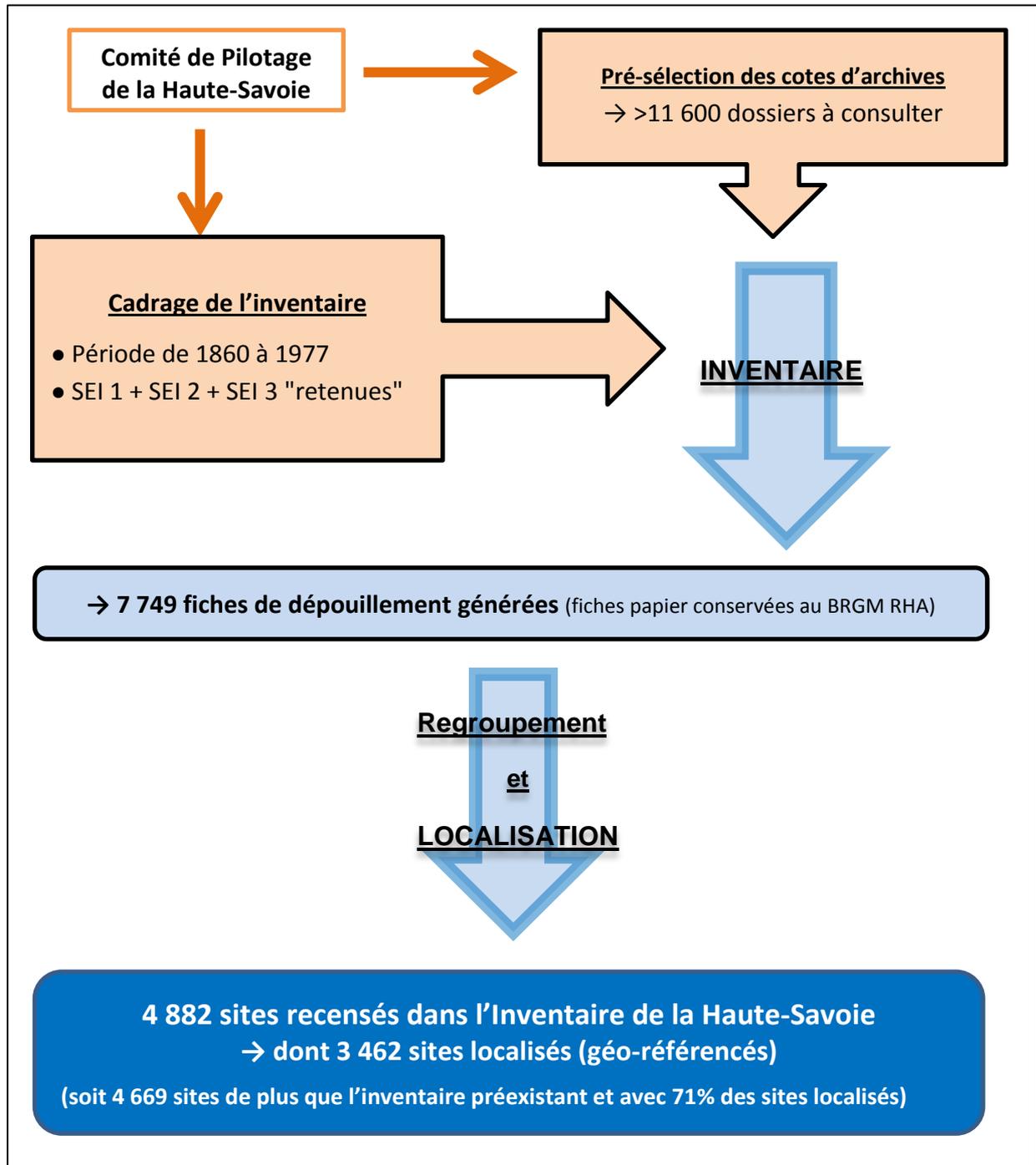


Illustration 7 - Synthèse schématique du rattrapage de l'inventaire en Haute-Savoie

4.2. DONNEES STATISTIQUES DE L'INVENTAIRE DE LA HAUTE-SAVOIE

Les données statistiques de l'inventaire des anciens sites industriels du département de la Haute-Savoie sont résumées dans les graphiques suivants (Illustration 8, Illustration 9, Illustration 10).

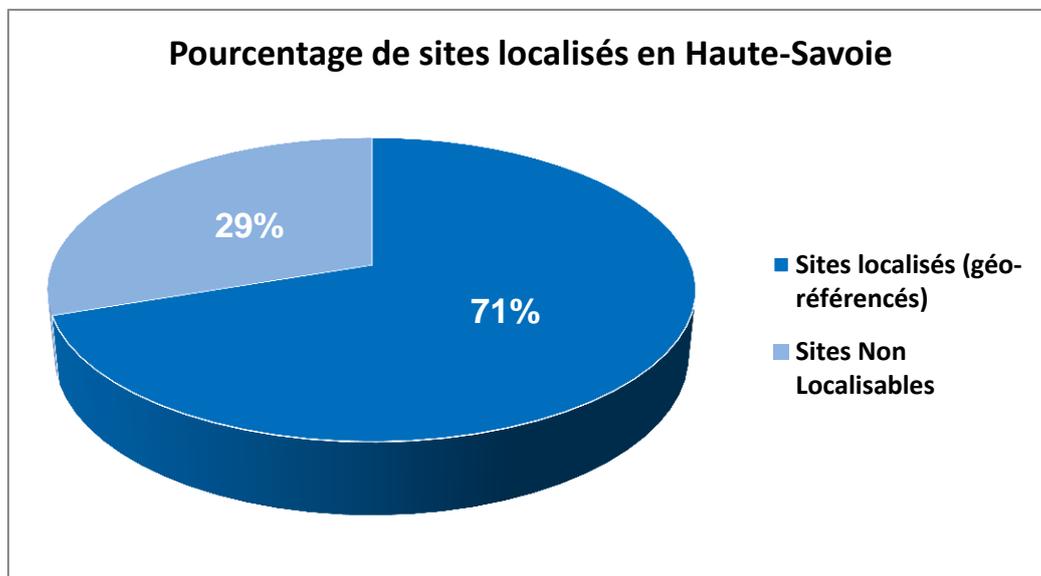


Illustration 8 - Pourcentage de sites localisés parmi les 4 882 sites de l'inventaire en Haute-Savoie (soit 3 462 sites géo-référencés)

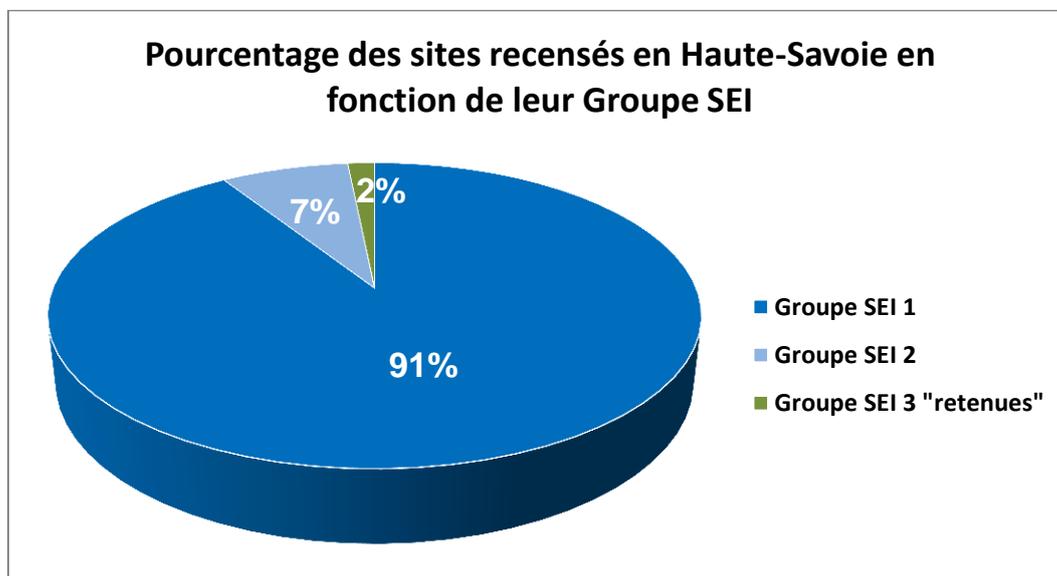


Illustration 9 – Pourcentage des sites recensés en Haute-Savoie en fonction de leur activité considérée la plus potentiellement polluante par le SEI

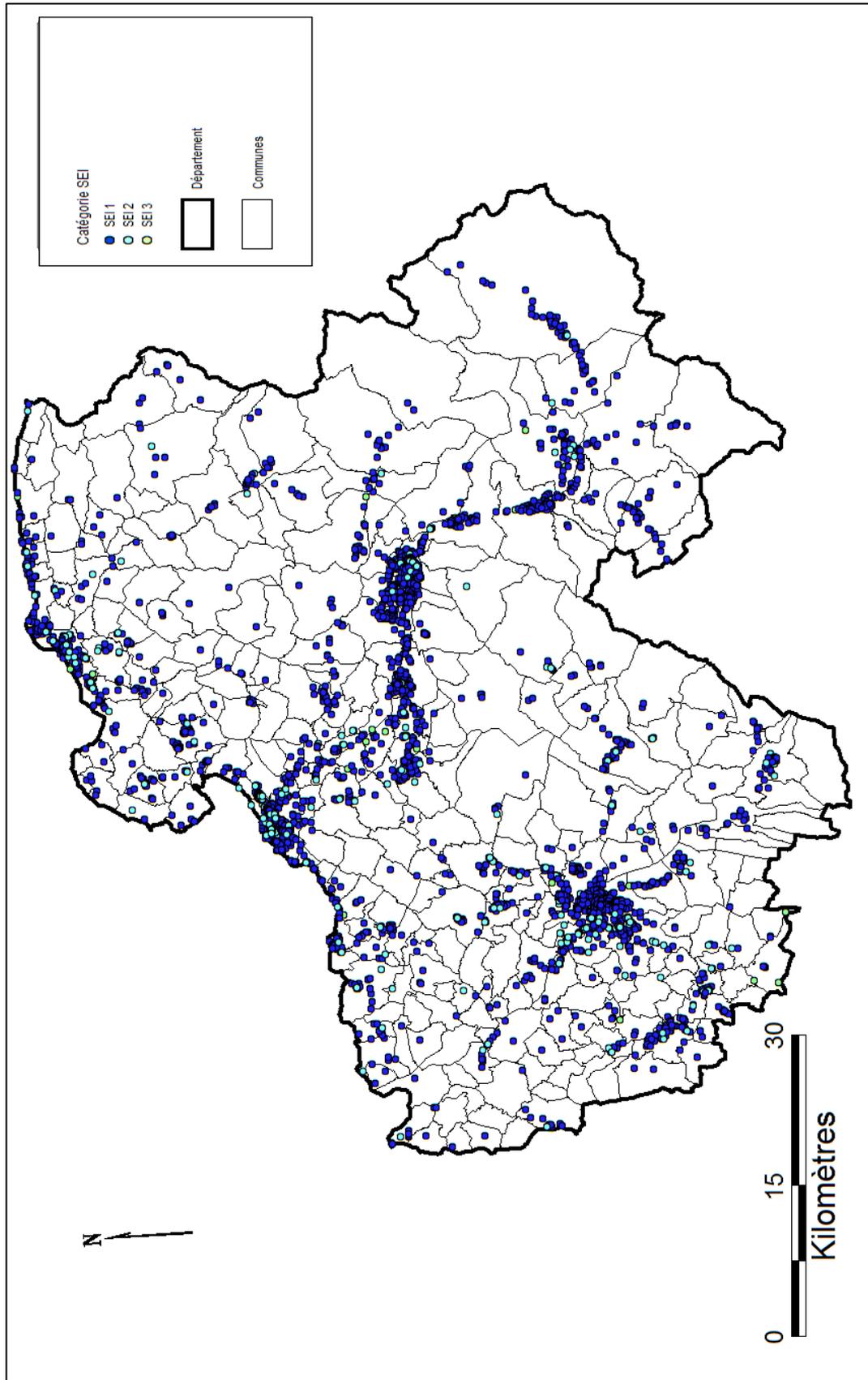


Illustration 10 - Cartographie des 3 462 sites géoréférencés en Haute-Savoie, classés par groupe SEI

4.3. CONCLUSIONS GENERALES

Au terme de l'inventaire et à l'issue des tâches réalisées à ce jour (voir chapitre 2), la base de données BASIAS comporte 4 882 sites dans la Haute-Savoie (soit près de 23 fois le nombre de sites de l'inventaire précédent), dont 4 669 sites supplémentaires. Certains des 213 sites de l'inventaire précédent ont été enrichis de données complémentaires.

Parmi les sites inventoriés, on constate à la fin de cet inventaire actualisé que :

- 4 439 sites (soit 91%) ont au moins une activité du groupe SEI 1,
- 366 sites (soit 7%) ont au moins une activité du groupe SEI 2, (c'est-à-dire sans activité du groupe SEI1)
- 77 sites (soit 2%) ont au moins une activité du groupe SEI 3 "retenues" (cf. 2.1.2) (c'est-à-dire sans activité des groupes SEI1 ou SEI2).

Sur les 4 882 sites recensés en Haute-Savoie, 3 462 (soit 71%) ont été géoréférencés.

Il faut rappeler qu'à l'issue de cet inventaire, les sites recensés présentent seulement une potentialité de pollution, qui à ce stade, n'est pas démontrée. Les décideurs pourront définir, sur des critères qui leur sont propres, les sites sur lesquels des investigations de type diagnostic, seraient à entreprendre.

Tous les éléments statistiques de cet inventaire sont regroupés dans le schéma synoptique suivant (Illustration 11).

Il faut enfin noter que cet inventaire n'est pas une fin en soi et que pour rester opérationnelle, la base de données réalisée nécessiterait des compléments portant sur :

- L'exploitation des dossiers postérieurs à 1977 (soit près de 40 ans par rapport à la date de ce rapport) pour identifier les sites plus récents et compléter l'historique des sites recensés dans cet inventaire ;
- La mise en place d'une instruction automatique, notamment par couplage avec S3IC, la base de données de la DREAL qui recense les installations classées.

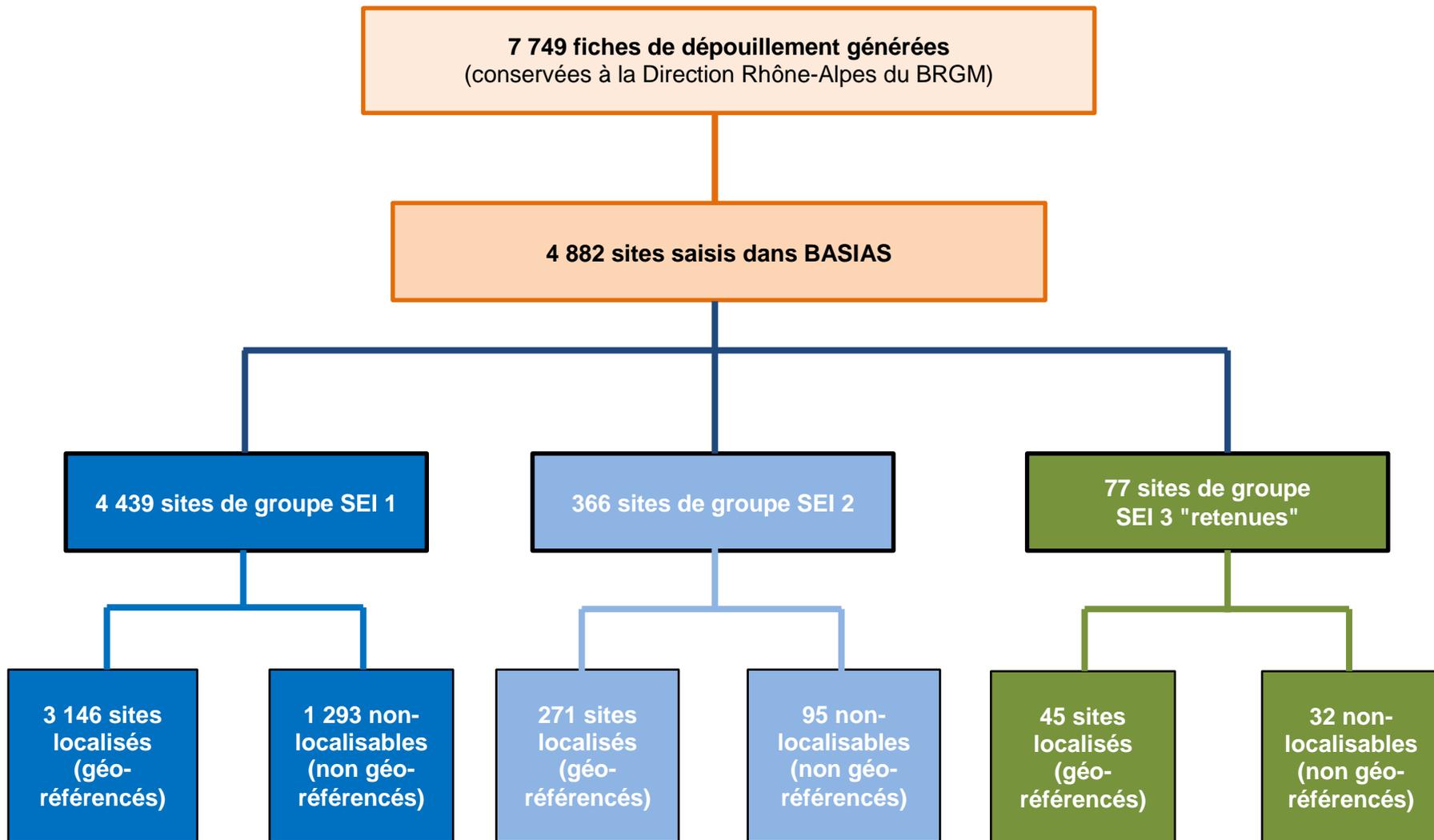


Illustration 11 – Schéma synoptique des résultats de l'inventaire de la Haute-Savoie

5. Bibliographie

ADEME (1997) - Inventaire historique d'anciens sites industriels (et d'activités de service), Guide méthodologique n°2221 - Version février 1997, 163 p., 6 fig., 9 ann.

Boeda M. (2008) - Les nomenclatures statistiques pourquoi et comment, *Courrier des statistiques*, n° 125, novembre-décembre 2008, p. 5-11

Callier L., Fauconnier D., Gérard J.P., Nowak C. (2001) - Suivi et méthode des inventaires historiques régionaux d'anciens sites industriels (année 2001), BRGM/RP-50557-FR, 210 p., 1 fig., 2 tabl., 11 ann.

Gérard J.P., Callier L. (2001) - Notice de l'application informatique BASIAS v2.0, BRGM/RP-51148-FR, 204 p., 62 fig., 89 img., 10 tabl., 37 lex., 5 ann.

Moulin M., Ducharne-Mabille E. (1999) - Inventaire des anciens sites industriels dans la région Rhône-Alpes. Méthodologie, résultats, commentaires (février 1999) ; BRGM/RR-40489-FR

Annexe 1

Corrélation entre les codes NAF (modifiés pour les adapter à BASIAS) et les groupes d'activité définis par le SEI

NB : Les codes d'activités du groupe 3 à retenir à la demande de l'ANDRA et pour l'homogénéisation régionale sont surlignés en jaune

Les terminologies en italique dans les codes et les libellés sont les précisions apportées au code NAF originel pour répondre aux besoins de BASIAS dans le cadre des inventaires historiques de sites industriels

NAF 2008 adapté à BASIAS	Libellé : Au 05 juillet 2012 <i>NB : Dans les fiches BASIAS, il faut utiliser le code le plus précis et le plus détaillé possible</i>	Groupe définis par le ministère
A	Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	1
A01	Culture et production animale, chasse et services annexes	1
A01.2	Cultures permanentes (<i>légumes, céréales, fruits, fleurs, pépinières</i>)	3
A01.21Z	Culture de la vigne	3
A01.4	Production animale	3
A01.50Z	Culture et élevage associés	3
A01.6	Activités de soutien à l'agriculture et traitement primaire des récoltes (<i>coopérative agricole, entrepôt de produits agricoles stockage de phytosanitaires, pesticides, ...</i>)	1
A01.70Z	Chasse, piégeage et services annexes	3
A02	Sylviculture et exploitation forestière	3
A03	Pêche et aquaculture	3
A03.1	Pêche	3
A03.2	Aquaculture, <i>pisciculture, conchyliculture</i>	3
B	Industries extractives	1
B05	Extraction de houille et de lignite	1
B05.10Z	Extraction de houille	1
B05.11Z	Extraction mais sans agglomération (Cf. B05.12Z) de la houille	3
B05.12Z	Agglomération de la houille (<i>utilisation de brai</i>) et/ou lavage de schlams	1
B05.20Z	Extraction de lignite (<i>avec ou sans agglomération</i>)	3
B06	Extraction d'hydrocarbures	1
B06.10Z	Extraction de pétrole brut (<i>concession minière d'exploitation du pétrole et forage</i>)	1/souhaité par l'ANDRA
B07	Extraction de minerais métalliques	1
B07.10Z	Extraction de minerais de fer	3
B07.21Z	Extraction de minerais d'uranium et de thorium	1/souhaité par l'ANDRA
B07.29Z	Extraction d'autres minerais de métaux non ferreux	1
B08	Autres industries extractives	1
B08.11Z	Extraction (<i>carrières</i>) de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel, de gypse, de craie et d'ardoise (<i>voir aussi C23.7</i>)	3
B08.12Z	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	3/souhaité par l'ANDRA
B08.91Z	Extraction des minéraux chimiques (<i>ex : soufre, sulfate, baryum,...</i>) et d'engrais minéraux (<i>phosphate, potasse</i>)	1
B08.92Z	Extraction de tourbe (<i>avec ou sans agglomération</i>)	3
B08.93Z	Production de sel	3
B08.94Z	Extraction d'amiante (<i>Pour fabrication de produits amiantés, voir le code C23.71Z</i>)	1
B08.99Z	Autres activités extractives non classées ailleurs	?/selon produit
B09	Services de soutien aux industries extractives	1
B09.10Z	Activités de soutien à l'extraction d'hydrocarbures (<i>bassin, boue...</i>)	1/souhaité par l'ANDRA
C	Industrie manufacturière	1
C10	Industries alimentaires	3
C10.1	Transformation et conservation de la viande et préparation de produits à base de	3
C10.2	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	3

C10.3	Transformation et conservation de fruits et légumes (<i>y compris jus de fruits et de légumes : Voir aussi C11</i>)	3
C10.4	Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales (<i>huile végétale et animale, y compris fonderie de suif</i>), hors huile minérale (Voir C19.20Z)	3
C10.5	Fabrication de produits laitiers (<i>y compris glaces et sorbets</i>)	3
C10.6	Travail des grains (<i>farine</i>) ; fabrication de produits amylacés	3
C10.7	Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires	3
C10.8	Fabrication d'autres produits alimentaires (<i>notamment aliments pour animaux</i>)	3
C11	Fabrication de boissons	3
C11.01	Production de boissons alcooliques distillées et liqueurs	3
C11.02	Production de vin (de raisin), <i>cidre et bière</i>	3
C11.07	Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes	3/souhaité par l'ANDRA
C12	Fabrication de produits à base de tabac	3
C13	Fabrication de textiles	1
C13.1	Préparation de fibres textiles et filature, <i>peignage, pelotonnage</i>	3
C13.2	Tissage	3
C13.3	Ennoblement textile (<i>teinture, impression,...</i>)	1
C13.40Z	Fabrication d'articles textiles	3
C13.9	Fabrication d'autres textiles (<i>synthétique ou naturel : tapis, moquette, corde, filet, coton, ouate, ...</i>)	3
C13.91Z	Fabrication d'étoffes à mailles	3
C14	Industrie de l'habillement et des fourrures	3
C14.11Z	Fabrication de vêtements en cuir	3
C14.15Z	Fabrication de vêtements en textile	3
C14.2	Fabrication d'articles en fourrure	3
C15	Industrie du cuir et de la chaussure	1
C15.11Z	Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (<i>tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues</i>)	1
C15.12Z	Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie	3
C15.20Z	Fabrication de chaussures	3
C16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	1
C16.10	<i>Sciage, rabotage, imprégnation du bois ou application de vernis...</i>	1
C16.10A	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation	3
C16.10B	Imprégnation du bois ou application de peintures et vernis...	1
C16.21Z	Fabrication de placage et de panneaux de bois (<i>aggloméré, contre-plaqué, ...</i>)	3
C16.23Z	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries (hors imprégnation)	3
C16.24Z	Fabrication d'emballages en bois (hors imprégnation)	3
C16.29Z	Fabrication d'objets divers en bois ; fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie	3
C17	Industrie du papier et du carton ; édition et imprimerie	1
C17.1	Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	1
C17.2	Fabrication d'articles en papier ou en carton (<i>papier peint, toilette, emballage, ...</i>)	3
C18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	1
C18.1	Imprimerie et services annexes (<i>y compris reliure, photogravure,...</i>)	1
C18.11Z	Imprimerie de journaux, de livres et revues	1
C18.20Z	Reproduction d'enregistrements (<i>vidéo, son, informatique</i>) sans fabrication des supports (<i>bandes, disques : Voir C26.80Z</i>)	3
C19	Cokéfaction, raffinage	1
C19.10Z	Cokéfaction (<i>cokerie, distillation de goudron, traitement des eaux ammoniacales</i>)	1
C19.20Z	Raffinage, distillation et rectification du pétrole et/ou stockage d'huile minérales	1/souhaité par l'ANDRA

C20	Industrie chimique	1
C20.1	Fabrication de produits chimiques de base, de produits azotés et d'engrais, de matières plastiques de base et de caoutchouc synthétique	1/souhaité par l'ANDRA
C20.11Z	Fabrication de gaz industriels	1
C20.12Z	Fabrication de colorants et de pigments <i>et d'encre</i>	1
C20.13B	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base non classée ailleurs	1
C20.14Z	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	1
C20.15Z	Fabrication de produits azotés et d'engrais	1/souhaité par l'ANDRA
C20.16Z	Fabrication, <i>transformation et/ou dépôt</i> de matières plastiques de base (<i>PVC, polystyrène,...</i>)	1
C20.17Z	Fabrication de caoutchouc synthétique (<i>dont fabrication et/ou dépôt de pneus neufs et rechapage, ...</i>)	1
C20.18Z	<i>Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai</i>	1/souhaité par l'ANDRA
C20.20Z	Fabrication <i>et/ou stockage</i> de pesticides et d'autres produits agrochimiques (<i>phytosanitaires, fongicides, insecticides, ...</i>)	1
C20.30Z	Fabrication <i>et/ou stockage (sans application)</i> de peintures, vernis, encres et mastics <i>ou solvants</i>	1/souhaité par l'ANDRA
C20.4	Fabrication de savons, de produits d'entretien et de parfums	1
C20.41Z	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	1
C20.42Z	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	1
C20.51Z	Fabrication de produits explosifs <i>et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)</i>	1
C20.52Z	Fabrication <i>et/ou stockage</i> de colles, gélatines, résines synthétiques, gomme, mastic,	1
C20.53Z	Fabrication <i>ou stockages</i> d'huiles essentielles <i>ou de produits destinés aux cosmétiques</i>	1
C20.59Z	Fabrication d'autres produits chimiques non classée ailleurs	1
C20.60Z	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	1
C20.70Z	<i>Fabrication de produits chimiques pour la photographie</i>	1
C20.80Z	<i>Fabrication de produits chimiques à usage industriel</i>	1
C21	Industrie pharmaceutique	1
C21.10Z	Fabrication de produits pharmaceutiques de base <i>et laboratoire de recherche</i>	1
C22	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	1
C23	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	1
C23.1	Fabrication de verre et d'articles en verre <i>et atelier d'argenture (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche)</i>	1
C23.3	Fabrication de matériaux de construction en terre cuite (<i>de tuiles et briques</i>) <i>et de produits divers en terre cuite (tuilerie, poterie, briqueterie)</i>	3
C23.4	Fabrication d'autres produits en céramique et en porcelaine (<i>domestique, sanitaire, isolant, réfractaire, faïence, porcelaine</i>)	1/souhaité par l'ANDRA
C23.5	Fabrication de ciment, chaux et plâtre (centrale à béton, ...)	3
C23.51Z	<i>Centrale d'enrobage (graviers enrobés de goudron, pour les routes par exemple)</i>	1
C23.6	Fabrication d'ouvrages en béton, en ciment ou en plâtre ; <i>de mortier</i>	3
C23.61Z	<i>Fabrication et trituration du soufre ; fabrication de mèches soufrées</i>	1
C23.7	Taille, façonnage et finissage de pierres (<i>concassage, criblage, polissage</i>)	3

C23.71Z	<i>Fabrication, utilisation et stockage d'amiante et de produits amiantés (Fibrociment, textiles, outils ou pièces ignifugés, ...)</i>	1
C23.9	Fabrication et préparation de produits abrasifs et de produits minéraux non métalliques non classée ailleurs	3/souhaité par l'ANDRA
C24	Métallurgie	1
C24.1	Sidérurgie	1
C24.20Z	Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier	1
C24.3	Fabrication d'autres produits de première transformation de l'acier (<i>profilage, laminage, tréfilage, étirage</i>)	1
C24.4	Production de métaux précieux et d'autres métaux non ferreux (<i>broyage et traitement des minerais</i>)	1/souhaité par l'ANDRA
C24.41	Production de métaux précieux	1
C24.42Z	Métallurgie de l'aluminium (<i>production et première transformation</i>)	1/souhaité par l'ANDRA
C24.43Z	Métallurgie du plomb, du zinc ou de l'étain (<i>production et première transformation</i>)	1/souhaité par l'ANDRA
C24.44Z	Métallurgie du cuivre (<i>production et première transformation</i>)	1
C24.45Z	Métallurgie des autres métaux non ferreux	1
C24.46Z	Elaboration et transformation de matières nucléaires	3/souhaité par l'ANDRA
C24.47Z	<i>Utilisation de sources radioactives et stockage de substances radioactives (solides, liquides ou gazeuses)</i>	3/souhaité par l'ANDRA
C24.5	Fonderie	1
C24.51Z	Fonderie de fonte	1
C24.52Z	Fonderie d'acier	1
C24.53Z	Fonderie de métaux légers	1/souhaité par l'ANDRA
C24.54Z	Fonderie d'autres métaux non ferreux	1/souhaité par l'ANDRA
C25	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	1
C25.1	Fabrication d'éléments en métal pour la construction (<i>portes, poutres, grillage, treillage...</i>)	2
C25.2	Fabrication de réservoirs, citernes et conteneurs métalliques (<i>pour gaz ou liquide</i>) et de chaudières pour le chauffage central	2
C25.22Z	<i>Chaudronnerie, tonnellerie</i>	2
C25.40Z	Fabrication d'armes et de munitions	1
C25.50A	Forge, <i>marteaux mécaniques, emboutissage</i> , estampage, matriçage <i>découpage</i> ; métallurgie des poudres	2
C25.6	Traitement et revêtement des métaux ; usinage ; <i>mécanique générale</i>	1
C25.61Z	Traitement et revêtement des métaux (<i>traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures</i>)	1/souhaité par l'ANDRA
C25.62A	Décolletage	1

C25.62B	Mécanique industrielle	2
C25.71Z	Fabrication de coutellerie	2
C25.9	Fabrication d'autres ouvrages en métaux (<i>emballages métalliques, boulons, articles ménagers, chaînes, ressorts, ...</i>)	2
C26	Fabrication et réparation de machines de bureau, d'instruments médicaux, de produits informatiques, électroniques, optiques et horlogers	1
C26.1	Fabrication de composants et cartes électroniques (<i>actifs ou passifs et condensateurs</i>)	1
C26.30Z	Fabrication d'équipements de communication (<i>d'émission et de transmission, téléphone, radar, ...</i>)	2
C26.40Z	Fabrication de produits électroniques grand public, <i>d'appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image (T.V., hi-fi, caméra, ...)</i>	2
C26.52Z	Horlogerie	2/souhaité par l'ANDRA
C26.60Z	Fabrication d'équipements d'irradiation médicale, d'équipements électromédicaux et électrothérapeutiques, <i>matériel médico-chirurgical et d'orthopédie</i>	2
C26.70Z	Fabrication de matériels optique, photographique et <i>lunetterie (y compris application des vernis et peintures pour les pièces les concernant)</i>	2
C26.80Z	Fabrication, dépôt et retraitement de supports magnétiques et optiques (bandes, disques, film.)	1
C27	Fabrication d'équipements électriques	1
C27.11Z	Fabrication et réparation de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	1
C27.12Z	Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique	2
C27.20Z	Fabrication, réparation et recharge de piles et d'accumulateurs électriques	1
C27.32Z	Fabrication d'autres fils et câbles électroniques ou électriques	2
C27.40Z	Fabrication d'appareils d'éclairage électrique	2
C27.5	Fabrication d'appareils électroménagers (<i>électriques ou non</i>)	2
C27.90Z	Fabrication d'autres matériels électriques et électromagnétiques (<i>pour moteurs et véhicules ou non</i>)	2
C28	Fabrication de machines et équipements non classée ailleurs (constructions mécaniques)	2
C28.1	Fabrication de machines d'usage général (<i>fours, brûleurs, ascenseurs, lavage, balances, frigos, ventilateurs... </i>)	2
C28.2	Fabrication d'autres machines d'usage général (<i>pompe, moteur, turbine, compresseur, robinets, organe mécanique de transmission</i>)	2
C28.30Z	Fabrication de machines agricoles et forestières (<i>tracteurs... </i>) et réparation	2
C28.41Z	Fabrication de machines-outils pour le travail des métaux (<i>du bois, portatives</i>)	2
C28.49Z	Fabrication d'autres machines-outils (<i>à préciser</i>)	2
C29	Industrie automobile	2
C29.10Z	Construction de véhicules automobiles	2
C29.20Z	Fabrication de carrosseries et remorques	2
C29.31Z	Fabrication d'équipements électriques et électroniques automobiles	2
C30	Fabrication d'autres matériels de transport	2
C30.1	Construction navale	2
C30.2	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	2
C30.3	Construction aéronautique et spatiale	2/souhaité par l'ANDRA
C30.9	Fabrication de matériels de transport non classée ailleurs	2
C30.91Z	Fabrication de motocycles et de bicyclettes et véhicules pour invalides	2
C31	Fabrication de meubles	3
C31.0	Fabrication de meubles et <i>matelas</i>	3

C32	Autres industries manufacturières	3
C32.1	Fabrication d'articles de joaillerie, bijouterie, <i>monnaies métalliques</i> , et articles similaires	3/souhaité par l'ANDRA
C32.20Z	Fabrication d'instruments de musique	3
C32.30Z	Fabrication d'articles de sport	3
C32.40Z	Fabrication de jeux et jouets	3
C32.99Z	Autres activités manufacturières non classées ailleurs (<i>crin, brosse, duvet, horlogerie, objets et bijoux fantaisie, ...</i>)	3/souhaité par l'ANDRA
C33	Réparation et installation de machines et d'équipements	2
C33.20C	Conception d'ensemble et assemblage sur site industriel d'équipements de contrôle des processus industriels	2
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	1
D35	Production et distribution d'électricité (y compris transformateur), de gaz, de vapeur (chaleur) et d'air conditionné (y compris soufflerie, compression et réfrigération)	1
D35.1	Production, transport et distribution d'électricité	1
D35.2	Production et distribution de combustibles gazeux (<i>pour usine à gaz, générateur d'acétylène</i>), mais pour les autres gaz industriels voir C20.11Z	1
D35.28z	Production et distribution de combustibles gazeux (<i>usine à gaz</i>)	1
D35.29z	Production et distribution de combustibles gazeux (<i>générateur d'acétylène</i>)	1
D35.30Z	Production et distribution de vapeur (<i>chaleur</i>) et d'air conditionné	3
D35.41Z	Centrale électrique thermique	1/souhaité par l'ANDRA
D35.42Z	Centrale électrique hydraulique	3
D35.43Z	Centrale nucléaire	3/souhaité par l'ANDRA
D35.44Z	Transformateur (<i>PCB, pyralène, ...</i>)	1
D35.45Z	Compression, réfrigération	3
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1
E36	Captage, traitement et distribution d'eau	3
E36.00Z	Captage, traitement et distribution d'eau potable ou industrielle	3
E37	Collecte et traitement des eaux usées	1
E37.00Z	Collecte et traitement des eaux usées (<i>station d'épuration</i>)	1
E37.10Z	Activités et entreprises de nettoyage et/ou de vidange	1
E38	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération et régénération	1
E38.11Z	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (<i>décharge d'O.M. ; déchetterie</i>)	1
E38.31Z	Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (<i>ferrailleur, casse auto... </i>)	1
E38.32Z	Récupération de déchets triés non métalliques recyclables (<i>chiffon, papier, déchets "vert" pour fabrication de terreau ; à ne pas confondre avec décharge de "déchets verts" qui n'est pas contrôlée : E38.43Z, ou avec peaux vertes ou bleues : C15.11Z</i>)	3
E38.39Z	Régénération et/ou stockage d'huiles usagées	1
E38.41Z	Décharge de pneus usagés	1

E38.42Z	Dépôt d'immondices, dépotoir à vidanges (ancienne appellation des déchets ménagers avant 1945)	1/souhaité par l'ANDRA
E38.43Z	Décharge de déchets verts	3
E38.44Z	Décharge de déchets industriels banals (D.I.B.)	1
E38.45Z	Décharge de déchets industriels spéciaux (D.I.S.)	1
E38.46Z	Décharge de déchets hospitaliers ou de laboratoires pharmaceutiques	1/souhaité par l'ANDRA
E38.47Z	Usine d'incinération et atelier de combustion de déchets (indépendants ou associés aux cimenteries)	1
E38.48Z	Dépôts de gravats (si réputés pollués)	1
F	Construction	3
F42	Génie civil, construction d'ouvrage, de bâtiment, (couverture, tunnel, canalisation, ligne électrique, étanchéité, route, voie ferrée, canal, levage, montage)	3
F42.2	Construction de réseaux et de lignes (électrique, isolation, eau, gaz, plomberie)	3
F43	Travaux de construction spécialisés	3
F43.1	Démolition, terrassement et préparation des sites	3
F43.13Z	Forages et sondages	3
F43.3	Travaux de finition (plâtrier, menuisier bois, PVC, métaux, serrurier, revêtement sols et murs, peintre, vitrier)	3
G	Commerce ; réparation d'automobiles, de motocycles, de vélos	1
G45	Commerce et réparation d'automobiles, de motocycles, de vélos	1
G45.11Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	3
G45.20	Entretien et réparation de véhicules automobiles (ou autres)	2
G45.21A	Garages, ateliers de mécanique et soudure	2
G45.21B	Carrosserie, ateliers d'application de peinture sur métaux ou PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)	2
G45.3	Commerce d'équipements automobiles	3
G45.40Z	Commerce et réparation de motocycles et de bicyclettes	2
G47	Commerce de détail, sauf des automobiles, des motocycles, des vélos	1
G47.30Z	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	1
G47.52	Commerce de détail de quincaillerie, droguerie, peintures et verres en magasin spécialisé (sauf s'il y a production, fabrication de drogues, alors code 20, et groupe SEI 1)	3
H	Transports et entreposage	1
H49	Transports terrestres et transport par conduites	1
H49.10Z	Transport et installations ferroviaire interurbain de voyageurs (gare de triage et entretien des locomotives)	2
H49.39	Autres transports terrestres de voyageurs non classés ailleurs (gare de bus, tramway, métro et atelier de réparation), à indiquer	2
H49.39C	Téléphériques et remontées mécaniques	3
H49.50Z	Transports par conduites (oléoduc, chimioduc, gazoduc, ...)	1
H50	Transports par eau	2
H50.10Z	Transports maritimes et côtiers de passagers et/ou de fret	2
H50.30Z	Transports fluviaux de passagers et/ou de fret (port fluvial)	2

H51	Transports aériens (aérodromes)	1
H52	Entreposage et services auxiliaires des transports	3
H52.10	Entreposage et stockage <i>frigorifique ou non et manutention</i>	3
H52.2	Services auxiliaires des transports	3
L	Activités immobilières	1
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3
M75	Activités vétérinaires	3
Q	Santé humaine et action sociale	3
Q86	Activités pour la santé humaine	3
Q86.1	Activités hospitalières	3
Q86.90B	Laboratoires d'analyses médicales	3
S	Autres activités collectives ou privées et de services	1
S96	Autres services personnels	1
S96.01	Blanchisserie-teinturerie (<i>gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR</i>) ; blanchissement et traitement des pailles, fibres textiles, chiffons	1
V	Stockage de produits	1
V89	Stockage de produits chimiques, de produits issues de la mine, de produit liquides inflammables et de boues diverses	1
V89.01Z	Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...)	1
V89.02Z	Stockage de charbon	3
V89.03Z	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	1
V89.04Z	Terrils et/ ou crassier de mines	1/souhaité par l'ANDRA
V89.05Z	Stockage de résidus miniers après traitement des minerais métalliques non ferreux	1/souhaité par l'ANDRA
V89.06Z	Boues de dragage (éventuellement chargées en métaux et/ou en produits polluants organiques)	1
V89.07Z	Dépôt ou stockage de gaz (hors fabrication cf. C20.11Z ou D35.2)	3
V89.08Z	Stockages de déchets de marées noires (hydrocarbures et matériaux souillées suite à naufrages)	1

Annexe 2

Listes des cotes d'archives exploitées

Liste des cotes dépouillées aux Archives Départementales de la Haute-Savoie (74)

COTES	COTES	COTES	COTES
5M57 à 5M63	7S55	1078W8	1332W19
5M113 à 138	7S91	1078W10 à 1078W11	1332W21
5M159 à 5M235	7S109	1088W1	1360W1 à 1360W3
2S275	65W1 à 65W32	1088W5 à 1088W6	1360W19
4S22 à 4S24	1017W1 à 1017W103	1108W1 à 1108W5	1360W21
4S33	1017W114 à 1017W117	1108W9	1382W1 à 1382W9
4S37	1017W134 à 1017W160	1108W18 à 1108W19	1382W12
4S144	1020W1 à 1020W7	1108W21 à 1108W22	1501W1 à 1501W2
4S152	1037W1 à 1037W5	1163W1	1501W10 à 1501W11
4S168	1037W21	1215W1 à 1215W2	1564W1 à 1564W2
4S179	1047W1 à 1047W4	1268W1	1564W10
5S1 à 5S2	1054W1	1316W2 à 1316W3	1574W1 à 1574W3
6S262 à 6S267	1078W3	1316W5	1618W1
6S307	1078W5 à 1078W6	1332W1 à 1332W3	1618W10

COTES	COTES	COTES
1649W1 à 1649W3	1847W112	2137W44 à 2137W46
1649W17	1847W122	2137W60 à 2137W63
1672W1 à 1672W8	1847W127 à 1847W128	2137W77 à 2137W101
1699W1 à 1699W2	1847W138	2138W1 à 2138W 16
1748W1 à 1748W8	1848W105	2138W77 à 2138W78
1847W1 à 1847W2	1887W1 à 1887W2	2138W86 à 213893
1847W32	1887W11 à 1887W12	SERIE CONTINUE_13877 à SERIE CONTINUE_13879
1847W39	1888W1 à 1888W2	SERIE CONTINUE_14194 à SERIE CONTINUE_14199
1847W47 à 1847W48	1888W16 à 1888W19	SERIE CONTINUE_14335 à SERIE CONTINUE_14339
1847W52	2137W1 à 2137W4	SERIE CONTINUE_15098
1847W72	2137W8	SERIE CONTINUE_15449 à SERIE CONTINUE_15462
1847W75	2137W23	SERIE CONTINUE_19867 à SERIE CONTINUE_19894
1847W77 à 1847W78	2137W26 à 2137W27	SERIE CONTINUE_21158 à SERIE CONTINUE_21164
1847W82 à 1847W84	2137W29	SERIE CONTINUE_21166 à SERIE CONTINUE_21173
1847W101	2137W39	SERIE CONTINUE_21936 à SERIE CONTINUE_21950
1847W104 à 1847W105	2137W41 à 2137W42	SERIE CONTINUE_24034 à SERIE CONTINUE_24054

COTES	COTES
SERIE CONTINUE_24579 à SERIE CONTINUE_24585	SERIE CONTINUE_30082 à SERIE CONTINUE_30103
SERIE CONTINUE_25441 à SERIE CONTINUE_25459	SERIE CONTINUE_31022 à SERIE CONTINUE_31036
SERIE CONTINUE_26712 à SERIE CONTINUE_26745	SERIE CONTINUE_31341 à SERIE CONTINUE_31345
SERIE CONTINUE_26775 à SERIE CONTINUE_26778	SERIE CONTINUE_32196 à SERIE CONTINUE_32204
SERIE CONTINUE_27649 à SERIE CONTINUE_27660	SERIE CONTINUE_32387 à SERIE CONTINUE_32401
SERIE CONTINUE_28062 à SERIE CONTINUE_28072	SERIE CONTINUE_32699 à SERIE CONTINUE_32711
SERIE CONTINUE_28444 à SERIE CONTINUE_28451	SERIE CONTINUE_34372 à SERIE CONTINUE_34387
SERIE CONTINUE_28608 à SERIE CONTINUE_28617	SERIE CONTINUE_34457 à SERIE CONTINUE_34469
SERIE CONTINUE_29272 à SERIE CONTINUE_29299	SERIE CONTINUE_35076 à SERIE CONTINUE_35091
SERIE CONTINUE_29557 à SERIE CONTINUE_29567	

NB : La liste des dossiers dépouillés à la DDPP de la Haute-Savoie a été établie avec ce service sur la base d'un listing non-communicable.

Annexe 3

Modèle commenté d'une fiche de dépouillement

Introduction à la fiche de dépouillement

Fiche de dépouillement = support physique de l'inventaire

La fiche de dépouillement est le support papier apporté par la personne en charge du dépouillement des dossiers d'archives et sur laquelle seront retranscrites toutes les informations intéressantes contenues dans le dossier.

Un modèle de fiche a donc été élaboré avec des champs à remplir dans le but d'éviter l'oubli d'une information considérée comme intéressante mais surtout afin de faciliter la saisie numérique des données. En effet, les informations relevées sur ces fiches devront être saisies à terme dans la base de données BASIAS et les fiches de dépouillement ont donc été conçues sur la base des pages de saisie de BASIAS, dans l'ordre de leur apparition à l'écran.

Les informations demandées sur cette fiche sont donc essentielles, à condition que le dossier d'archive les mentionne. En effet, seuls 2 champs sont obligatoirement remplis lors du dépouillement, celui de la cote d'archives (source de l'information) et celui de la commune considérée. Tous les autres champs sont remplis selon le contenu du dossier d'archives qui peut être extrêmement variable allant d'une simple feuille à une pile de feuilles de plusieurs dizaines de centimètres. Un travail de tri de l'information est donc souvent nécessaire et le modèle de la fiche de dépouillement a été créé afin d'y aider.

Les informations retranscrites sur ces fiches sont manuscrites et doivent être inscrites de manière lisible. Il est recommandé que la personne en charge du dépouillement soit celle qui s'occupera de la saisie mais selon la taille de l'inventaire, ce sont plutôt des équipes de personnes qui travaillent au dépouillement. Dans ce dernier cas, il est toutefois recommandé, tant que possible, d'attribuer la saisie des fiches issues d'une équipe à la même personne afin qu'elle puisse s'habituer à l'écriture des personnes de l'équipe et en parallèle contrôler la fiabilité des données récoltées. De plus, ce système permet d'assurer une homogénéisation de la saisie et une meilleure efficacité tout en gagnant du temps.

Il est recommandé aussi :

- En préalable au dépouillement, de lire la notice d'explication des champs de BASIAS (BRGM, 2001) ;
- De prendre en compte, les remarques et compléments apportés par la fiche commentée ci-jointe ;
- De faire après quelques jours de dépouillement, des essais de saisie, avec ses propres fiches et celles de ses partenaires, afin d'être davantage conscient de l'importance de la qualité de cette étape.

Il est important de souligner que ces fiches papier sont à remplir avec soin car non seulement il est probable qu'elles soient lues par d'autres personnes du projet (lors des différentes étapes) mais surtout parce que ces fiches seront archivées à la Direction du BRGM concernée. En effet, les conventions notifient qu'à chaque IHR, les Directions régionales du BRGM conservent ces données qui constituent le support physique des inventaires.

C'est pour cette dernière raison, et pour limiter la perte d'informations, que cette fiche dite de dépouillement contient également des zones spécifiques à des étapes post-dépouillement allant de la localisation à la visite rapide des sites.

Fiche de dépouillement/ dossier

Indice ...-I-, Commune : X

Nom créateur : ACP Date dépouillement: / . ./

Source d'information consultée (lieu, série d'archives, N° dossier) :

AD00_5678W56-04

Identification du site

Activité principale ou Nom(s) usuel(s) :

Raison(s) sociale(s) :

Siège(s) social(x) :

Commentaires (issus du dossier) :

Commentaires du créateur de la fiche :

Localisation du site

Adresse disponible :

||

Autres infos aidant à la localisation (quartier, autres rues, etc...) :

Commentaires du créateur de la fiche

**** A l'issue de la localisation

**** si adresse ou numérotation différente :

Autres communes concernées par le site autres que celle de l'adresse :

Cartes et plans consultés :

Nom	Echelle	Année d'édition	présence du site? (site visible, si oui X)	Copie ou photo ou scan
				oui X (type)
Plan de masse 1...	1/...	19...	...	...
Plan de masse 2...	1/...	19...	...	...
Plan d'ensemble 1...	1/...	19...	...	...
Plan de situation 1...	1/...	19...	...	...
Plan de situation 2...	1/...	19...	...	...
.....	1/...	19...	...	.....
Carte IGN n°	1/25000.....	19.....	.....	.....

Commentaire [MJ1]: A REMPLIR LORS DE LA SAISIE

Commentaire [ACP2]: De la localisation du site, Ecrire le noms de la communes en entier et en majuscules tout en indiquant les accents

Commentaire [ACP3]: Cote d'archives à transcrire selon la codification mise en place lors du cadrage. Si une cote d'archives génère plusieurs fiche de dépouillement bien le préciser dans le champ « Commentaires du créateur de la fiche ».
-Si cas de plusieurs sites pour le même exploitant, écrire : l'exploitant a X sites, X fiches ont donc été générées
-Si transfert d'activité d'un site à un autre, écrire : il y a eu à la date t, transfert depuis le site A vers le site B.

Commentaire [ACP4]: L'activité principale du site n'est pas nécessairement celle qui concerne l'activité du dossier dépouillé. Le nom usuel (*Garage du Lac*)

Commentaire [ACP5]: Ecrire le nom de famille en majuscules avec les accents, les noms des exploitants du plus ancien au plus récent (M. JEAN, anc. M. BAT) et si 2 exploitants en même temps utiliser «et» (M. JEAN et M. BAT)

Commentaire [ACP6]: Du plus récent au plus ancien s'ils sont connus

Commentaire [ACP7]: C'est l'adresse du site où a eu lieu l'activité industrielle et non pas celle du siège social si celui-ci est différent. Il faut absolument noter les modifications d'adresse dues à des changements de noms de rue, à des changements de types de numérotation. Si l'entreprise a déménagé, il faut créer une seconde fiche (1 adresse= 1 fiche) !!!!

Commentaire [ACP8]: En l'absence d'adresse : dessiner le symbole : néant pour ne pas confondre avec un oubli

Commentaire [ACP9]: Tous les plans sont à prendre en photos ou à photocopier. Les plans de masse, d'ensemble et de situation et même les plans de façades

Commentaire [ACP10]: Pour chaque plan, signaler si le site est bien présent, il peut y avoir des plans, type carte IGN, sans aucune mention de la position du site...

Commentaire [ACP11]: Type de plans et année d'édition si indiquée. Noter une échelle (si elle est donnée) au format 1/X, en cas d'incertitude sur la conversion d'un ancien format, noter l'échelle telle qu'elle est inscrite sur le plan. En cas d'absence de plan : barrer tout l'encadré (pour confirmer qu'il ne s'agit pas d'un oubli)

Fiche de dépouillement/ dossier

Si positionnement géographique existant, l'indiquer : Zone Lambert concernée : 2 ou 2Et ou autre :
 X (m) : Y(m) :

Propriété du site (p.88 à 89)

Commentaires :

Propriétaires actuels et anciens

Date Nom Type Exploitant ? : Oui, Non, ?

Commentaire [ACP12]: Cette information sera soit dans le dossier, soit sur le plan. Attention exploitant ≠ propriétaire, ne pas interpréter les informations

Positionnement cadastral

d'après le dossier (explicitement écrit dans le texte) et/ou d'après observation d'un plan
 Nom du cadastre Date Echelle Section cadastrale N°(s) de parcelle(s)
 jj/mm/aaaa

Commentaire [ACP13]: Cette information sera soit dans le dossier, soit sur le plan.

Nom de l'auteur de la localisation :

Zone Lambert concernée : 2 ou 2Et ; X (m) : Y(m) :

D'après plan et adresse ; D'après plan ; D'après adresse ; Non Localisable

Commentaire [MJ14]: A REMPLIR LORS DE LA LOCALISATION

Activités du site

Date début lière activité : Date fin dernière activité : Orig. date de début : (? , AP, DCD, IOP, RD)

Commentaire [ACP15]: Est la date de la première mise en place d'une activité industrielle sur le site, la plus ancienne date donnée par le dossier. Si la 1^{ère} activité connue ne relève pas du cadrage (menuiserie, hôtel épicerie ...), c'est tout de même celle là qu'il faut inscrire. Si la date est vague (vers 1940, il y a 30 ans ...) indiquer en commentaire la terminologie exacte du dossier.
 L'origine de toutes les dates sont
 - RD = Réépissé de Déclaration,
 - AP = Arrêté Préfectoral ou
 - DCD = tout autre Document du Dossier
 Si on a la régularisation d'une activité (qui a donc commencé antérieurement à la date du RD ou d'AP de régularisation) et que la date de début n'est pas indiquée → on indique néanmoins la date du RD/AP à «première date d'activité connue» avec un commentaire précisant la nature de cette date.

Commentaires par rapport à la date de première activité :

Rappel : Préciser ici la nature de l'activité du site en toute lettre sauf si cela a été explicité au niveau du nom usuel.

Commentaire [ACP16]: La mention AP ou RD (origine date début) est entourée si et seulement si le document est physiquement présent dans le dossier. Dans le cas où il est fait mention de cette information dans un courrier, un rapport ..., on entoure DCD.

Fiche de dépouillement/ dossier

Utilisation et projets

Commentaire [MJ24]: A REMPLIR LORS DES VISITES DE SITE
NON RETENU DANS LE CADRE DE LA REPRISSE DE L'IHR RHONE-ALPES

Description du projet de réaménagement (tel que donné dans l'AP)

Constat

Nombre d'utilisateurs actuels : *multiple unique néant ?*
 Nom de l'utilisateur Type de l'utilisateur(*) Statut(*)

Surface totale (en ha) : surface bâtie (en m²) : code POS :

Site réaménagé ? *oui non partie^{mt} ?* Site en friche ? *oui, non, partie^{mt} ?*

type de réaménagement : Projet de réaménagement :

Réaménagement sensible ? *oui non ?* Maître d'ouvrage : *oui non ?*
 Projet sensible ?
 Commentaires

Études et actions engagées

Etude(s) connue(s) : Requalification paysagère connue :
 Date 1ere étude connue Nature décision *?, AP, DJ, Autre*
 Nature : Diagnostic initial A , Diagnostic initial B, Evaluation simplifiée des risques, Hiérarchisation, Diagnostic approfondi, Traitement
 Titre :

Synthèse historique :

Et toutes infos complémentaires d'intérêts ; S'il existe une synthèse dans le document, la photocopier

Commentaire [ACP25]: On rédige une synthèse pour les cas complexes (transfert d'activité, changement d'exploitation, relevé d'incohérence dans le dossier...)
 Si une synthèse est rédigée : le mentionner sur la première page pour que cette information ne soit pas oubliée lors de la saisie.

Annexe 4

Liste de toutes les activités recensées dans le département de la Haute-Savoie

Groupe SEI	Code NAF	Libellé	Occurrence de l'activité dans l'inventaire de la Haute-Savoie
1	A	Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	1
1	A01	Culture et production animale, chasse et services annexes	0
3	A01.2	Cultures permanentes (légumes, céréales, fruits, fleurs, pépinières)	1
3	A01.21Z	Culture de la vigne	0
3	A01.4	Production animale	12
3	A01.50Z	Culture et élevage associés	4
1	A01.6	Activités de soutien à l'agriculture et traitement primaire des récoltes (coopérative agricole, entrepôt de produits agricoles stockage de phytosanitaires, pesticides, ...)	7
3	A01.70Z	Chasse, piégeage et services annexes	0
3	A02	Sylviculture et exploitation forestière	0
3	A03	Pêche et aquaculture	0
3	A03.1	Pêche	0
3	A03.2	Aquaculture, pisciculture, conchyliculture	0
1	B	Industries extractives	0
1	B05	Extraction de houille et de lignite	0
1	B05.10Z	Extraction de houille	2
3	B05.11Z	Extraction mais sans agglomération (Cf. B05.12Z) de la houille	0
1	B05.12Z	Agglomération de la houille (utilisation de brai) et/ou lavage de schlamms	0
3	B05.20Z	Extraction de lignite (avec ou sans agglomération)	0
1	B06	Extraction d'hydrocarbures	0
1/souhaité par l'ANDRA	B06.10Z	Extraction de pétrole brut (concession minière d'exploitation du pétrole et forage)	0
1	B07	Extraction de minerais métalliques	0
3	B07.10Z	Extraction de minerais de fer	0
1/souhaité par l'ANDRA	B07.21Z	Extraction de minerais d'uranium et de thorium	0
1	B07.29Z	Extraction d'autres minerais de métaux non ferreux	0
1	B08	Autres industries extractives	0
3	B08.11Z	Extraction (carrières) de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel, de gypse, de craie et d'ardoise (voir aussi C23.7)	52
3/souhaité par l'ANDRA	B08.12Z	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	31
1	B08.91Z	Extraction des minéraux chimiques (ex : soufre, sulfate, baryum,...) et d'engrais minéraux (phosphate, potasse)	0
3	B08.92Z	Extraction de tourbe (avec ou sans agglomération)	0
3	B08.93Z	Production de sel	0
1	B08.94Z	Extraction d'amiante (Pour fabrication de produits amiantés, voir le code C23.71Z)	0
?/selon produit	B08.99Z	Autres activités extractives non classées ailleurs	1

1	B09	Services de soutien aux industries extractives	0
1/souhaité par l'ANDRA	B09.10Z	Activités de soutien à l'extraction d'hydrocarbures (bassin, boue...)	0
1	C	Industrie manufacturière	1
3	C10	Industries alimentaires	1
3	C10.1	Transformation et conservation de la viande et préparation de produits à base de viande, de la charcuterie et des os (dégraissage, dépôt, équarrissage)	8
3	C10.2	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	1
3	C10.3	Transformation et conservation de fruits et légumes (y compris jus de fruits et de légumes : Voir aussi C11)	0
3	C10.4	Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales (huile végétale et animale, y compris fonderie de suif), hors huile minérale (Voir C19.20Z)	0
3	C10.5	Fabrication de produits laitiers (y compris glaces et sorbets)	11
3	C10.6	Travail des grains (farine) ; fabrication de produits amylacés	0
3	C10.7	Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires	5
3	C10.8	Fabrication d'autres produits alimentaires (notamment aliments pour animaux)	1
3	C11	Fabrication de boissons	0
3	C11.01	Production de boissons alcooliques distillées et liqueurs	0
3	C11.02	Production de vin (de raisin), cidre et bière	0
3/souhaité par l'ANDRA	C11.07	Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes	6
3	C12	Fabrication de produits à base de tabac	0
1	C13	Fabrication de textiles	1
3	C13.1	Préparation de fibres textiles et filature, peignage, pelotonnage	1
3	C13.2	Tissage	1
1	C13.3	Ennoblement textile (teinture, impression,...)	4
3	C13.40Z	Fabrication d'articles textiles	1
3	C13.9	Fabrication d'autres textiles (synthétique ou naturel : tapis, moquette, corde, filet, coton, ouate, ...)	0
3	C13.91Z	Fabrication d'étoffes à mailles	2
3	C14	Industrie de l'habillement et des fourrures	0
3	C14.11Z	Fabrication de vêtements en cuir	0
3	C14.15Z	Fabrication de vêtements en textile	3
3	C14.2	Fabrication d'articles en fourrure	0
1	C15	Industrie du cuir et de la chaussure	1
1	C15.11Z	Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues)	49
3	C15.12Z	Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie	1
3	C15.20Z	Fabrication de chaussures	0
1	C16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	9

1	C16.10	Sciage, rabotage, imprégnation du bois ou application de vernis...	39
3	C16.10A	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation	37
1	C16.10B	Imprégnation du bois ou application de peintures et vernis...	184
3	C16.21Z	Fabrication de placage et de panneaux de bois (aggloméré, contre-plaqué, ...)	5
3	C16.23Z	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries (hors imprégnation)	59
3	C16.24Z	Fabrication d'emballages en bois (hors imprégnation)	0
3	C16.29Z	Fabrication d'objets divers en bois ; fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie	3
1	C17	Industrie du papier et du carton ; édition et imprimerie	1
1	C17.1	Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	9
3	C17.2	Fabrication d'articles en papier ou en carton (papier peint, toilette, emballage, ...)	6
1	C18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	1
1	C18.1	Imprimerie et services annexes (y compris reliure, photogravure,...)	51
1	C18.11Z	Imprimerie de journaux, de livres et revues	8
3	C18.20Z	Reproduction d'enregistrements (vidéo, son, informatique) sans fabrication des supports (bandes, disques : Voir C26.80Z)	0
1	C19	Cokéfaction, raffinage	0
1	C19.10Z	Cokéfaction (cokerie, distillation de goudron, traitement des eaux ammoniacales)	0
1/souhaité par l'ANDRA	C19.20Z	Raffinage, distillation et rectification du pétrole et/ou stockage d'huiles minérales	36
1	C20	Industrie chimique	7
1/souhaité par l'ANDRA	C20.1	Fabrication de produits chimiques de base, de produits azotés et d'engrais, de matières plastiques de base et de caoutchouc synthétique	7
1	C20.11Z	Fabrication de gaz industriels	3
1	C20.12Z	Fabrication de colorants et de pigments et d'encre	4
1	C20.13B	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base non classée ailleurs	0
1	C20.14Z	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	2
1/souhaité par l'ANDRA	C20.15Z	Fabrication de produits azotés et d'engrais	2
1	C20.16Z	Fabrication, transformation et/ou dépôt de matières plastiques de base (PVC, polystyrène,...)	174
1	C20.17Z	Fabrication de caoutchouc synthétique (dont fabrication et/ou dépôt de pneus neufs et rechapage, ...)	60
1/souhaité par l'ANDRA	C20.18Z	Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai	45
1	C20.20Z	Fabrication et/ou stockage de pesticides et d'autres produits agrochimiques (phytosanitaires, fongicides, insecticides, ...)	6
1/souhaité par l'ANDRA	C20.30Z	Fabrication et/ou stockage (sans application) de peintures, vernis, encres et mastics ou solvants	140
1	C20.4	Fabrication de savons, de produits d'entretien et de parfums	6
1	C20.41Z	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	12
1	C20.42Z	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	8

1	C20.51Z	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	14
1	C20.52Z	Fabrication et/ou stockage de colles, gélatines, résines synthétiques, gomme, mastic,	19
1	C20.53Z	Fabrication ou stockages d'huiles essentielles ou de produits destinés aux cosmétiques	1
1	C20.59Z	Fabrication d'autres produits chimiques non classée ailleurs	7
1	C20.60Z	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	3
1	C20.70Z	Fabrication de produits chimiques pour la photographie	14
1	C20.80Z	Fabrication de produits chimiques à usage industriel	1
1	C21	Industrie pharmaceutique	0
1	C21.10Z	Fabrication de produits pharmaceutiques de base et laboratoire de recherche	45
1	C22	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	15
1	C23	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	2
1	C23.1	Fabrication de verre et d'articles en verre et atelier d'argenture (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche)	29
3	C23.3	Fabrication de matériaux de construction en terre cuite (de tuiles et briques) et de produits divers en terre cuite (tuilerie, poterie, briqueterie)	1
1/souhaité par l'ANDRA	C23.4	Fabrication d'autres produits en céramique et en porcelaine (domestique, sanitaire, isolant, réfractaire, faïence, porcelaine)	10
3	C23.5	Fabrication de ciment, chaux et plâtre (centrale à béton, ...)	19
1	C23.51Z	Centrale d'enrobage (graviers enrobés de goudron, pour les routes par exemple)	40
3	C23.6	Fabrication d'ouvrages en béton, en ciment ou en plâtre ; de mortier	15
1	C23.61Z	Fabrication et trituration du soufre ; fabrication de mèches soufrées	0
3	C23.7	Taille, façonnage et finissage de pierres (concassage, criblage, polissage)	33
1	C23.71Z	Fabrication, utilisation et stockage d'amianté et de produits amiantés (Fibrociment, textiles, outils ou pièces ignifugés, ...)	4
3/souhaité par l'ANDRA	C23.9	Fabrication et préparation de produits abrasifs et de produits minéraux non métalliques non classée ailleurs	10
1	C24	Métallurgie	15
1	C24.1	Sidérurgie	2
1	C24.20Z	Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier	10
1	C24.3	Fabrication d'autres produits de première transformation de l'acier (profilage, laminage, tréfilage, étirage)	11
1/souhaité par l'ANDRA	C24.4	Production de métaux précieux et d'autres métaux non ferreux (broyage et traitement des minerais)	3
1	C24.41	Production de métaux précieux	1
1/souhaité par l'ANDRA	C24.42Z	Métallurgie de l'aluminium (production et première transformation)	19
1/souhaité par l'ANDRA	C24.43Z	Métallurgie du plomb, du zinc ou de l'étain (production et première transformation)	6
1	C24.44Z	Métallurgie du cuivre (production et première transformation)	1

1	C24.45Z	Métallurgie des autres métaux non ferreux	4
3/souhaité par l'ANDRA	C24.46Z	Elaboration et transformation de matières nucléaires	2
3/souhaité par l'ANDRA	C24.47Z	Utilisation de sources radioactives et stockage de substances radioactives (solides, liquides ou gazeuses)	39
1	C24.5	Fonderie	21
1	C24.51Z	Fonderie de fonte	5
1	C24.52Z	Fonderie d'acier	4
1/souhaité par l'ANDRA	C24.53Z	Fonderie de métaux légers	1
1/souhaité par l'ANDRA	C24.54Z	Fonderie d'autres métaux non ferreux	28
1	C25	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	44
2	C25.1	Fabrication d'éléments en métal pour la construction (portes, poutres, grillage, treillage...)	68
2	C25.2	Fabrication de réservoirs, citernes et conteneurs métalliques (pour gaz ou liquide) et de chaudières pour le chauffage central	4
2	C25.22Z	Chaudronnerie, tonnellerie	182
1	C25.40Z	Fabrication d'armes et de munitions	9
2	C25.50A	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	320
1	C25.6	Traitement et revêtement des métaux ; usinage ; mécanique générale	304
1/souhaité par l'ANDRA	C25.61Z	Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)	640
1	C25.62A	Décolletage	519
2	C25.62B	Mécanique industrielle	13
2	C25.71Z	Fabrication de coutellerie	128
2	C25.9	Fabrication d'autres ouvrages en métaux (emballages métalliques, boulons, articles ménagers, chaînes, ressorts, ...)	57
1	C26	Fabrication et réparation de machines de bureau, d'instruments médicaux, de produits informatiques, électroniques, optiques et horlogers	9
1	C26.1	Fabrication de composants et cartes électroniques (actifs ou passifs et condensateurs)	15
2	C26.30Z	Fabrication d'équipements de communication (d'émission et de transmission, téléphone, radar,)	6
2	C26.40Z	Fabrication de produits électroniques grand public, d'appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image (T.V., hi-fi, caméra, ...)	3
2/souhaité par l'ANDRA	C26.52Z	Horlogerie	29
2	C26.60Z	Fabrication d'équipements d'irradiation médicale, d'équipements électro-médicaux et électro-thérapeutiques, matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	1
2	C26.70Z	Fabrication de matériels optique, photographique et lunetterie (y compris application des vernis et peintures pour les pièces les concernant)	11
1	C26.80Z	Fabrication, dépôt et retraitement de supports magnétiques et optiques (bandes, disques, film)	7

1	C27	Fabrication d'équipements électriques	21
1	C27.11Z	Fabrication et réparation de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	15
2	C27.12Z	Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique	4
1	C27.20Z	Fabrication, réparation et recharge de piles et d'accumulateurs électriques	92
2	C27.32Z	Fabrication d'autres fils et câbles électroniques ou électriques	4
2	C27.40Z	Fabrication d'appareils d'éclairage électrique	5
2	C27.5	Fabrication d'appareils électroménagers (électriques ou non)	7
2	C27.90Z	Fabrication d'autres matériels électriques et électromagnétiques (pour moteurs et véhicules ou non)	7
2	C28	Fabrication de machines et équipements non classée ailleurs (constructions mécaniques)	14
2	C28.1	Fabrication de machines d'usage général (fours, brûleurs, ascenseurs, levage, balances, frigos, ventilos.	13
2	C28.2	Fabrication d'autres machines d'usage général (pompe, moteur, turbine, compresseur, robinets, organe mécanique de transmission)	9
2	C28.30Z	Fabrication de machines agricoles et forestières (tracteurs, ...) et réparation	12
2	C28.41Z	Fabrication de machines-outils pour le travail des métaux (du bois, portatives)	6
2	C28.49Z	Fabrication d'autres machines-outils (à préciser)	31
2	C29	Industrie automobile	2
2	C29.10Z	Construction de véhicules automobiles	2
2	C29.20Z	Fabrication de carrosseries et remorques	2
2	C29.31Z	Fabrication d'équipements électriques et électroniques automobiles	4
2	C30	Fabrication d'autres matériels de transport	0
2	C30.1	Construction navale	2
2	C30.2	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	0
2/souhaité par l'ANDRA	C30.3	Construction aéronautique et spatiale	2
2	C30.9	Fabrication de matériels de transport n. class. ailleurs	0
2	C30.91Z	Fabrication de motocycles et de bicyclettes et véhicules pour invalides	3
3	C31	Fabrication de meubles	9
3	C31.0	Fabrication de meubles et matelas	38
3	C32	Autres industries manufacturières	0
3/souhaité par l'ANDRA	C32.1	Fabrication d'articles de joaillerie, bijouterie, monnaies métalliques, et articles similaires	16
3	C32.20Z	Fabrication d'instruments de musique	0
3	C32.30Z	Fabrication d'articles de sport	9
3	C32.40Z	Fabrication de jeux et jouets	2
3/souhaité par l'ANDRA	C32.99Z	Autres activités manufacturières non classées ailleurs (crin, brosse, duvet, horlogerie, objets et bijoux fantaisie, ...)	14
2	C33	Réparation et installation de machines et d'équipements	3

2	C33.20C	Conception d'ensemble et assemblage sur site industriel d'équipements de contrôle des processus industriels	2
1	D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0
1	D35	Production et distribution d'électricité (y compris transformateur), de gaz, de vapeur (chaleur) et d'air conditionné (y compris soufflerie, compression et réfrigération)	7
1	D35.1	Production, transport et distribution d'électricité	10
1	D35.2	Production et distribution de combustibles gazeux (pour usine à gaz, générateur d'acétylène), mais pour les autres gaz industriels voir C20.11Z	5
1	D35.28z	Production et distribution de combustibles gazeux (usine à gaz)	6
1	D35.29z	Production et distribution de combustibles gazeux (générateur d'acétylène)	63
3	D35.30Z	Production et distribution de vapeur (chaleur) et d'air conditionné	3
1/souhaité par l'ANDRA	D35.41Z	Centrale électrique thermique	17
3	D35.42Z	Centrale électrique hydraulique	1
3/souhaité par l'ANDRA	D35.43Z	Centrale nucléaire	0
1	D35.44Z	Transformateur (PCB, pyralène, ...)	337
3	D35.45Z	Compression, réfrigération	153
1	E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	0
3	E36	Captage, traitement et distribution d'eau	1
3	E36.00Z	Captage, traitement et distribution d'eau potable ou industrielle	2
1	E37	Collecte et traitement des eaux usées	7
1	E37.00Z	Collecte et traitement des eaux usées (station d'épuration)	95
1	E37.10Z	Activités et entreprises de nettoyage et/ou de vidange	4
1	E38	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération et régénération	10
1	E38.11Z	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)	165
1	E38.31Z	Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto...)	193
3	E38.32Z	Récupération de déchets triés non métalliques recyclables (chiffon, papier, déchets "vert" pour fabrication de terreau ; à ne pas confondre avec décharge de "déchets verts" qui n'est pas contrôlée : E38.43Z, ou avec peaux vertes ou bleues : C15.11Z	14
1	E38.39Z	Régénération et/ou stockage d'huiles usagées	83
1	E38.41Z	Décharge de pneus usagés	60
1/souhaité par l'ANDRA	E38.42Z	Dépôt d'immondices, dépotoir à vidanges (ancienne appellation des déchets ménagers avant 1945)	2
3	E38.43Z	Décharge de déchets verts	6
1	E38.44Z	Décharge de déchets industriels banals (D.I.B.)	42
1	E38.45Z	Décharge de déchets industriels spéciaux (D.I.S.)	49
1/souhaité par l'ANDRA	E38.46Z	Décharge de déchets hospitaliers ou de laboratoires pharmaceutiques	1

1	E38.47Z	Usine d'incinération et atelier de combustion de déchets (indépendants ou associés aux cimenteries)	31
1	E38.48Z	Dépôts de gravats (si réputés pollués)	5
3	F	Construction	2
3	F42	Génie civil, construction d'ouvrage, de bâtiment, (couverture, tunnel, canalisation, ligne électrique, étanchéité, route, voie ferrée, canal, levage, montage)	0
3	F42.2	Construction de réseaux et de lignes (électrique, isolation, eau, gaz, plomberie)	1
3	F43	Travaux de construction spécialisés	2
3	F43.1	Démolition, terrassement et préparation des sites	1
3	F43.13Z	Forages et sondages	0
3	F43.3	Travaux de finition (plâtrier, menuisier bois, PVC, métaux, serrurier, revêtement sols et murs, peintre, vitrier)	5
1	G	Commerce ; réparation d'automobiles, de motocycles, de vélos	0
1	G45	Commerce et réparation d'automobiles, de motocycles, de vélos	2
3	G45.11Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	9
2	G45.20	Entretien et réparation de véhicules automobiles (ou autres)	194
2	G45.21A	Garages, ateliers de mécanique et soudure	1027
2	G45.21B	Carrosserie, ateliers d'application de peinture sur métaux ou PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)	314
3	G45.3	Commerce d'équipements automobiles	6
2	G45.40Z	Commerce et réparation de motocycles et de bicyclettes	15
1	G47	Commerce de détail, sauf des automobiles, des motocycles, des vélos	3
1	G47.30Z	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)	1602
3	G47.52	Commerce de détail de quincaillerie, droguerie, peintures et verres en magasin spécialisé (sauf s'il y a production, fabrication de drogues, alors code 20, et groupe SEI 1)	5
1	H	Transports et entreposage	3
1	H49	Transports terrestres et transport par conduites	0
2	H49.10Z	Transport et installations ferroviaire interurbain de voyageurs (gare de triage et entretien des locomotives)	1
2	H49.39	Autres transports terrestres de voyageurs non classés ailleurs (gare de bus, tramway, métro et atelier de réparation), à indiquer	5
3	H49.39C	Téléphériques et remontées mécaniques	0
1	H49.50Z	Transports par conduites (oléoduc, chimioduc, gazoduc, ...)	1
2	H50	Transports par eau	0
2	H50.10Z	Transports maritimes et côtiers de passagers et/ou de fret	0
2	H50.30Z	Transports fluviaux de passagers et/ou de fret (port fluvial)	0
1	H51	Transports aériens (aérodromes)	11

3	H52	Entreposage et services auxiliaires des transports	0
3	H52.10	Entreposage et stockage frigorifique ou non et manutention	1
3	H52.2	Services auxiliaires des transports	0
1	L	Activités immobilières	0
3	M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0
3	M75	Activités vétérinaires	0
3	Q	Santé humaine et action sociale	0
3	Q86	Activités pour la santé humaine	0
3	Q86.1	Activités hospitalières	22
3	Q86.90B	Laboratoires d'analyses médicales	0
1	S	Autres activités collectives ou privées et de services	0
1	S96	Autres services personnels	0
1	S96.01	Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ; blanchissement et traitement des pailles, fibres textiles, chiffons	155
1	V	Stockage de produits	6
1	V89	Stockage de produits chimiques, de produits issues de la mine, de produit liquides inflammables et de boues diverses	7
1	V89.01Z	Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...)	175
3	V89.02Z	Stockage de charbon	22
1	V89.03Z	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	1425
1/souhaité par l'ANDRA	V89.04Z	Terrils et/ ou crassier de mines	0
1/souhaité par l'ANDRA	V89.05Z	Stockage de résidus miniers après traitement des minerais métalliques non ferreux	3
1	V89.06Z	Boues de dragage (éventuellement chargées en métaux et/ou en produits polluants organiques)	4
3	V89.07Z	Dépôt ou stockage de gaz (hors fabrication cf. C20.11Z ou D35.2)	167
1	V89.08Z	Stockages de déchets de marées noires (hydrocarbures et matériaux souillées suite à naufrages)	0
TOTAL des activités sur tous les sites dans l'inventaire de la Haute-Savoie			10874

Annexe 5

Liste des activités recensées en Haute-Savoie, classées par occurrence

Groupe SEI	Code NAF	Libellé	Nbre d'occurrence en Haute-Savoie	Pourcentage d'occurrence en Haute-Savoie
1	G47.30Z	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)	1602	14,7%
1	V89.03Z	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	1425	13,1%
2	G45.21A	Garages, ateliers de mécanique et soudure	1027	9,4%
1/souhaité par l'ANDRA	C25.61Z	Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)	640	5,9%
1	C25.62A	Décolletage	519	4,8%
1	D35.44Z	Transformateur (PCB, pyralène, ...)	337	3,1%
2	C25.50A	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matricage découpage ; métallurgie des poudres	320	2,9%
2	G45.21B	Carrosserie, ateliers d'application de peinture sur métaux ou PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)	314	2,9%
1	C25.6	Traitement et revêtement des métaux ; usinage ; mécanique générale	304	2,8%
2	G45.20	Entretien et réparation de véhicules automobiles (ou autres)	194	1,8%
1	E38.31Z	Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto...)	193	1,8%
1	C16.10B	Imprégnation du bois ou application de peintures et vernis...	184	1,7%
2	C25.22Z	Chaudronnerie, tonnellerie	182	1,7%
1	V89.01Z	Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication...)	175	1,6%
1	C20.16Z	Fabrication, transformation et/ou dépôt de matières plastiques de base (PVC, ...)	174	1,6%
3	V89.07Z	Dépôt ou stockage de gaz	167	1,5%
1	E38.11Z	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)	165	1,5%
1	S96.01	Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ; blanchissement et traitement des pailles, fibres textiles, chiffons	155	1,4%
3	D35.45Z	Compression, réfrigération	153	1,4%
1/souhaité par l'ANDRA	C20.30Z	Fabrication et/ou stockage (sans application) de peintures, vernis, encres et mastics ou solvants	140	1,3%
2	C25.71Z	Fabrication de coutellerie	128	1,2%
1	E37.00Z	Collecte et traitement des eaux usées (station d'épuration)	95	0,9%
1	C27.20Z	Fabrication, réparation et recharge de piles et d'accumulateurs électriques	92	0,8%
1	E38.39Z	Régénération et/ou stockage d'huiles usagées	83	0,8%
2	C25.1	Fabrication d'éléments en métal pour la construction (portes, poutres, grillage, treillage...)	68	0,6%

1	D35.29z	Production et distribution de combustibles gazeux (générateur d'acétylène)	63	0,6%
1	C20.17Z	Fabrication de caoutchouc synthétique (dont fabrication et/ou dépôt de pneus neufs et rechapage, ...)	60	0,6%
1	E38.41Z	Décharge de pneus usagés	60	0,6%
3	C16.23Z	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries (hors imprégnation)	59	0,5%
2	C25.9	Fabrication d'autres ouvrages en métaux (emballages métalliques, boulons, articles ménagers, chaînes, ressorts, ...)	57	0,5%
3	B08.11Z	Extraction (carrières) de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel, de gypse, de craie et d'ardoise (voir aussi C23.7)	52	0,5%
1	C18.1	Imprimerie et services annexes (y compris reliure, photogravure,...)	51	0,5%
1	C15.11Z	Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues)	49	0,5%
1	E38.45Z	Décharge de déchets industriels spéciaux (D.I.S.)	49	0,5%
1/souhaité par l'ANDRA	C20.18Z	Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai	45	0,4%
1	C21.10Z	Fabrication de produits pharmaceutiques de base et laboratoire de recherche	45	0,4%
1	C25	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	44	0,4%
1	E38.44Z	Décharge de déchets industriels banals (D.I.B.)	42	0,4%
1	C23.51Z	Centrale d'enrobage (graviers enrobés de goudron, pour les routes par exemple)	40	0,4%
1	C16.10	Sciage, rabotage, imprégnation du bois ou application de vernis...	39	0,4%
3/souhaité par l'ANDRA	C24.47Z	Utilisation de sources radioactives et stockage de substances radioactives (solides, liquides ou gazeuses)	39	0,4%
3	C31.0	Fabrication de meubles et matelas	38	0,3%
3	C16.10A	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation	37	0,3%
1/souhaité par l'ANDRA	C19.20Z	Raffinage, distillation et rectification du pétrole et/ou stockage d'huiles minérales	36	0,3%
3	C23.7	Taille, façonnage et finissage de pierres (concassage, criblage, polissage)	33	0,3%
3/souhaité par l'ANDRA	B08.12Z	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	31	0,3%
2	C28.49Z	Fabrication d'autres machines-outils (à préciser)	31	0,3%
1	E38.47Z	Usine d'incinération et atelier de combustion de déchets (indépendants ou associés aux cimenteries)	31	0,3%
1	C23.1	Fabrication de verre et d'articles en verre et atelier d'argenture (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche)	29	0,3%
2/souhaité par l'ANDRA	C26.52Z	Horlogerie	29	0,3%
1/souhaité par l'ANDRA	C24.54Z	Fonderie d'autres métaux non ferreux	28	0,3%
3	Q86.1	Activités hospitalières	22	0,2%

3	V89.02Z	Stockage de charbon	22	0,2%
1	C24.5	Fonderie	21	0,2%
1	C27	Fabrication d'équipements électriques	21	0,2%
1	C20.52Z	Fabrication et/ou stockage de colles, gélatines, résines synthétiques, gomme, mastic,	19	0,2%
3	C23.5	Fabrication de ciment, chaux et plâtre (centrale à béton, ...)	19	0,2%
1/souhaité par l'ANDRA	C24.42Z	Métallurgie de l'aluminium (production et première transformation)	19	0,2%
1/souhaité par l'ANDRA	D35.41Z	Centrale électrique thermique	17	0,2%
3/souhaité par l'ANDRA	C32.1	Fabrication d'articles de joaillerie, bijouterie, monnaies métalliques, et articles similaires	16	0,1%
1	C22	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	15	0,1%
3	C23.6	Fabrication d'ouvrages en béton, en ciment ou en plâtre ; de mortier	15	0,1%
1	C24	Métallurgie	15	0,1%
1	C26.1	Fabrication de composants et cartes électroniques (actifs ou passifs et condensateurs)	15	0,1%
1	C27.11Z	Fabrication et réparation de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	15	0,1%
2	G45.40Z	Commerce et réparation de motocycles et de bicyclettes	15	0,1%
1	C20.51Z	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	14	0,1%
1	C20.70Z	Fabrication de produits chimiques pour la photographie	14	0,1%
2	C28	Fabrication de machines et équipements non classée ailleurs (constructions mécaniques)	14	0,1%
3/souhaité par l'ANDRA	C32.99Z	Autres activités manufacturières non classées ailleurs (crin, brosse, duvet, horlogerie, objets et bijoux fantaisie, ...)	14	0,1%
3	E38.32Z	Récupération de déchets triés non métalliques recyclables (chiffon, papier, déchets "vert" pour fabrication de terreau ; à ne pas confondre avec décharge de "déchets verts" qui n'est pas contrôlée : E38.43Z, ou avec peaux vertes ou bleues : C15.11Z	14	0,1%
2	C25.62B	Mécanique industrielle	13	0,1%
2	C28.1	Fabrication de machines d'usage général (fours, brûleurs, ascenseurs, levage, balances, frigos, ventilateurs...)	13	0,1%
3	A01.4	Production animale	12	0,1%
1	C20.41Z	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	12	0,1%
2	C28.30Z	Fabrication de machines agricoles et forestières (tracteurs...) et réparation	12	0,1%
3	C10.5	Fabrication de produits laitiers (y compris glaces et sorbets)	11	0,1%
1	C24.3	Fabrication d'autres produits de première transformation de l'acier (profilage, laminage, tréfilage, étirage)	11	0,1%
2	C26.70Z	Fabrication de matériels optique, photographique et lunetterie	11	0,1%

1	H51	Transports aériens (aérodromes)	11	0,1%
1/souhaité par l'ANDRA	C23.4	Fabrication d'autres produits en céramique et en porcelaine (domestique, sanitaire, isolant, réfractaire, faïence, porcelaine)	10	0,1%
3/souhaité par l'ANDRA	C23.9	Fabrication et préparation de produits abrasifs et de produits minéraux non métalliques non classés ailleurs	10	0,1%
1	C24.20Z	Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier	10	0,1%
1	D35.1	Production, transport et distribution d'électricité	10	0,1%
1	E38	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération et régénération	10	0,1%
1	C16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	9	0,1%
1	C17.1	Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	9	0,1%
1	C25.40Z	Fabrication d'armes et de munitions	9	0,1%
1	C26	Fabrication et réparation de machines de bureau, d'instruments médicaux, de produits informatiques, électroniques, optiques et horlogers	9	0,1%
2	C28.2	Fabrication d'autres machines d'usage général (pompe, moteur, turbine, compresseur, robinets, organe mécanique de transmission)	9	0,1%
3	C31	Fabrication de meubles	9	0,1%
3	C32.30Z	Fabrication d'articles de sport	9	0,1%
3	G45.11Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	9	0,1%
3	C10.1	Transformation et conservation de la viande et préparation de produits à base de viande, de la charcuterie et des os (dégraissage, dépôt, équarrissage)	8	0,1%
1	C18.11Z	Imprimerie de journaux, de livres et revues	8	0,1%
1	C20.42Z	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	8	0,1%
1	A01.6	Activités de soutien à l'agriculture et traitement primaire des récoltes (coopérative agricole, entrepôt de produits agricoles stockage de phytosanitaires, pesticides, ...)	7	0,1%
1	C20	Industrie chimique	7	0,1%
1/souhaité par l'ANDRA	C20.1	Fabrication de produits chimiques de base, de produits azotés et d'engrais, de matières plastiques de base et de caoutchouc synthétique	7	0,1%
1	C20.59Z	Fabrication d'autres produits chimiques non classés ailleurs	7	0,1%
1	C26.80Z	Fabrication, dépôt et retraitement de supports magnétiques et optiques (bandes, disques, film.)	7	0,1%
2	C27.5	Fabrication d'appareils électroménagers (électriques ou non)	7	0,1%
2	C27.90Z	Fabrication d'autres matériels électriques et électromagnétiques (pour moteurs et véhicules ou non)	7	0,1%
1	D35	Production et distribution d'électricité (y compris transformateur), de gaz, de vapeur (chaleur) et d'air conditionné (y compris soufflerie, compression et réfrigération)	7	0,1%

1	E37	Collecte et traitement des eaux usées	7	0,1%
1	V89	Stockage de produits chimiques, de produits issues de la mine, de produit liquides inflammables et de boues diverses	7	0,1%
3/souhaité par l'ANDRA	C11.07	Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes	6	0,1%
3	C17.2	Fabrication d'articles en papier ou en carton (papier peint, toilette, emballage, ...)	6	0,1%
1	C20.20Z	Fabrication et/ou stockage de pesticides et d'autres produits agrochimiques (phytosanitaires, fongicides, insecticides, ...)	6	0,1%
1	C20.4	Fabrication de savons, de produits d'entretien et de parfums	6	0,1%
1/souhaité par l'ANDRA	C24.43Z	Métallurgie du plomb, du zinc ou de l'étain (production et première transformation)	6	0,1%
2	C26.30Z	Fabrication d'équipements de communication (d'émission et de transmission, téléphone, radar,)	6	0,1%
2	C28.41Z	Fabrication de machines-outils pour le travail des métaux (du bois, portatives)	6	0,1%
1	D35.28z	Production et distribution de combustibles gazeux (usine à gaz)	6	0,1%
3	E38.43Z	Décharge de déchets verts	6	0,1%
3	G45.3	Commerce d'équipements automobiles	6	0,1%
1	V	Stockage de produits	6	0,1%
3	C10.7	Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires	5	0,0%
3	C16.21Z	Fabrication de placage et de panneaux de bois (aggloméré, contre-plaqué, ...)	5	0,0%
1	C24.51Z	Fonderie de fonte	5	0,0%
2	C27.40Z	Fabrication d'appareils d'éclairage électrique	5	0,0%
1	D35.2	Production et distribution de combustibles gazeux (pour usine à gaz, générateur d'acétylène)	5	0,0%
1	E38.48Z	Dépôts de gravats (si réputés pollués)	5	0,0%
3	F43.3	Travaux de finition (plâtrier, menuisier bois, PVC, métaux, serrurier, revêtement sols et murs, peintre, vitrier)	5	0,0%
3	G47.52	Commerce de détail de quincaillerie, droguerie, peintures et verres en magasin spécialisé	5	0,0%
2	H49.39	Autres transports terrestres de voyageurs non classés ailleurs (gare de bus, tramway, métro et atelier de réparation), à indiquer	5	0,0%
3	A01.50Z	Culture et élevage associés	4	0,0%
1	C13.3	Ennoblement textile (teinture, impression,...)	4	0,0%
1	C20.12Z	Fabrication de colorants et de pigments et d'encre	4	0,0%
1	C23.71Z	Fabrication, utilisation et stockage d'amiante et de produits amiantés (Fibrociment, textiles, outils ou pièces ignifugés, ...)	4	0,0%
1	C24.45Z	Métallurgie des autres métaux non ferreux	4	0,0%
1	C24.52Z	Fonderie d'acier	4	0,0%
2	C25.2	Fabrication de réservoirs, citernes et conteneurs métalliques (pour gaz ou liquide) et de chaudières pour le chauffage central	4	0,0%

2	C27.12Z	Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique	4	0,0%
2	C27.32Z	Fabrication d'autres fils et câbles électroniques ou électriques	4	0,0%
2	C29.31Z	Fabrication d'équipements électriques et électroniques automobiles	4	0,0%
1	E37.10Z	Activités et entreprises de nettoyage et/ou de vidange	4	0,0%
1	V89.06Z	Boues de dragage (éventuellement chargées en métaux et/ou en produits polluants organiques)	4	0,0%
3	C14.15Z	Fabrication de vêtements en textile	3	0,0%
3	C16.29Z	Fabrication d'objets divers en bois ; fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie	3	0,0%
1	C20.11Z	Fabrication de gaz industriels	3	0,0%
1	C20.60Z	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	3	0,0%
1/souhaité par l'ANDRA	C24.4	Production de métaux précieux et d'autres métaux non ferreux (broyage et traitement des minerais)	3	0,0%
2	C26.40Z	Fabrication de produits électroniques grand public, d'appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image (T.V., hi-fi, caméra, ...)	3	0,0%
2	C30.91Z	Fabrication de motocycles et de bicyclettes et véhicules pour invalides	3	0,0%
2	C33	Réparation et installation de machines et d'équipements	3	0,0%
3	D35.30Z	Production et distribution de vapeur (chaleur) et d'air conditionné	3	0,0%
1	G47	Commerce de détail, sauf des automobiles, des motocycles, des vélos	3	0,0%
1	H	Transports et entreposage	3	0,0%
1/souhaité par l'ANDRA	V89.05Z	Stockage de résidus miniers après traitement des minerais métalliques non ferreux	3	0,0%
1	B05.10Z	Extraction de houille	2	0,0%
3	C13.91Z	Fabrication d'étoffes à mailles	2	0,0%
1	C20.14Z	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	2	0,0%
1/souhaité par l'ANDRA	C20.15Z	Fabrication de produits azotés et d'engrais	2	0,0%
1	C23	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	2	0,0%
1	C24.1	Sidérurgie	2	0,0%
3/souhaité par l'ANDRA	C24.46Z	Elaboration et transformation de matières nucléaires	2	0,0%
2	C29	Industrie automobile	2	0,0%
2	C29.10Z	Construction de véhicules automobiles	2	0,0%
2	C29.20Z	Fabrication de carrosseries et remorques	2	0,0%
2	C30.1	Construction navale	2	0,0%
2/ANDRA	C30.3	Construction aéronautique et spatiale	2	0,0%
3	C32.40Z	Fabrication de jeux et jouets	2	0,0%
2	C33.20C	Conception d'ensemble et assemblage sur site industriel d'équipements de contrôle des processus industriels	2	0,0%

3	E36.00Z	Captage, traitement et distribution d'eau potable ou industrielle	2	0,0%
1/souhaité par l'ANDRA	E38.42Z	Dépôt d'immondices, dépotoir à vidanges (ancienne appellation des déchets ménagers avant 1945)	2	0,0%
3	F	Construction	2	0,0%
3	F43	Travaux de construction spécialisés	2	0,0%
1	G45	Commerce et réparation d'automobiles, de motocycles, de vélos	2	0,0%
1	A	Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	1	0,0%
3	A01.2	Cultures permanentes (légumes, céréales, fruits, fleurs, pépinières)	1	0,0%
?/selon produit	B08.99Z	Autres activités extractives non classées ailleurs	1	0,0%
1	C	Industrie manufacturière	1	0,0%
3	C10	Industries alimentaires	1	0,0%
3	C10.2	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	1	0,0%
3	C10.8	Fabrication d'autres produits alimentaires (notamment aliments pour animaux)	1	0,0%
1	C13	Fabrication de textiles	1	0,0%
3	C13.1	Préparation de fibres textiles et filature, peignage, pelotonnage	1	0,0%
3	C13.2	Tissage	1	0,0%
3	C13.40Z	Fabrication d'articles textiles	1	0,0%
1	C15	Industrie du cuir et de la chaussure	1	0,0%
3	C15.12Z	Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie	1	0,0%
1	C17	Industrie du papier et du carton ; édition et imprimerie	1	0,0%
1	C18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	1	0,0%
1	C20.53Z	Fabrication ou stockages d'huiles essentielles ou de produits destinés aux cosmétiques	1	0,0%
1	C20.80Z	Fabrication de produits chimiques à usage industriel	1	0,0%
3	C23.3	Fabrication de matériaux de construction en terre cuite (de tuiles et briques) et de produits divers en terre cuite (tuilerie, poterie, briqueterie)	1	0,0%
1	C24.41	Production de métaux précieux	1	0,0%
1	C24.44Z	Métallurgie du cuivre (production et première transformation)	1	0,0%
1/souhaité par l'ANDRA	C24.53Z	Fonderie de métaux légers	1	0,0%
2	C26.60Z	Fabrication d'équipements d'irradiation médicale, d'équipements électro-médicaux et électro-thérapeutiques, matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	1	0,0%
3	D35.42Z	Centrale électrique hydraulique	1	0,0%
3	E36	Captage, traitement et distribution d'eau	1	0,0%
1/souhaité par l'ANDRA	E38.46Z	Décharge de déchets hospitaliers ou de laboratoires pharmaceutiques	1	0,0%
3	F42.2	Construction de réseaux et de lignes (électrique, isolation, eau, gaz, plomberie)	1	0,0%

3	F43.1	Démolition, terrassement et préparation des sites	1	0,0%
2	H49.10Z	Transport et installations ferroviaire interurbain de voyageurs (gare de triage et entretien des locomotives)	1	0,0%
1	H49.50Z	Transports par conduites (oléoduc, chimioduc, gazoduc, ...)	1	0,0%
3	H52.10	Entreposage et stockage frigorifique ou non et manutention	1	0,0%
1	A01	Culture et production animale, chasse et services annexes	0	0,0%
3	A01.21Z	Culture de la vigne	0	0,0%
3	A01.70Z	Chasse, piégeage et services annexes	0	0,0%
3	A02	Sylviculture et exploitation forestière	0	0,0%
3	A03	Pêche et aquaculture	0	0,0%
3	A03.1	Pêche	0	0,0%
3	A03.2	Aquaculture, pisciculture, conchyliculture	0	0,0%
1	B	Industries extractives	0	0,0%
1	B05	Extraction de houille et de lignite	0	0,0%
3	B05.11Z	Extraction mais sans agglomération (Cf. B05.12Z) de la houille	0	0,0%
1	B05.12Z	Agglomération de la houille (utilisation de brai) et/ou lavage de schlams	0	0,0%
3	B05.20Z	Extraction de lignite (avec ou sans agglomération)	0	0,0%
1	B06	Extraction d'hydrocarbures	0	0,0%
1/souhaité ANDRA	B06.10Z	Extraction de pétrole brut (concession minière d'exploitation du pétrole et forage)	0	0,0%
1	B07	Extraction de minerais métalliques	0	0,0%
3	B07.10Z	Extraction de minerais de fer	0	0,0%
1/ANDRA	B07.21Z	Extraction de minerais d'uranium et de thorium	0	0,0%
1	B07.29Z	Extraction d'autres minerais de métaux non ferreux	0	0,0%
1	B08	Autres industries extractives	0	0,0%
1	B08.91Z	Extraction des minéraux chimiques (ex : soufre, sulfate, baryum,...) et d'engrais minéraux (phosphate, potasse)	0	0,0%
3	B08.92Z	Extraction de tourbe (avec ou sans agglomération)	0	0,0%
3	B08.93Z	Production de sel	0	0,0%
1	B08.94Z	Extraction d'amiante (Pour fabrication de produits amiantés, voir le code C23.71Z)	0	0,0%
1	B09	Services de soutien aux industries extractives	0	0,0%
1/souhaité par l'ANDRA	B09.10Z	Activités de soutien à l'extraction d'hydrocarbures (bassin, boue...)	0	0,0%
3	C10.3	Transformation et conservation de fruits et légumes (y compris jus de fruits et de légumes : Voir aussi C11)	0	0,0%
3	C10.4	Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales (huile végétale et animale, y compris fonderie de suif), hors huile minérale (Voir C19.20Z)	0	0,0%
3	C10.6	Travail des grains (farine) ; fabrication de produits amylacés	0	0,0%

3	C11	Fabrication de boissons	0	0,0%
3	C11.01	Production de boissons alcooliques distillées et liqueurs	0	0,0%
3	C11.02	Production de vin (de raisin), cidre et bière	0	0,0%
3	C12	Fabrication de produits à base de tabac	0	0,0%
3	C13.9	Fabrication d'autres textiles (synthétique ou naturel : tapis, moquette, corde, filet, coton, ouate, ...)	0	0,0%
3	C14	Industrie de l'habillement et des fourrures	0	0,0%
3	C14.11Z	Fabrication de vêtements en cuir	0	0,0%
3	C14.2	Fabrication d'articles en fourrure	0	0,0%
3	C15.20Z	Fabrication de chaussures	0	0,0%
3	C16.24Z	Fabrication d'emballages en bois (hors imprégnation)	0	0,0%
3	C18.20Z	Reproduction d'enregistrements (vidéo, son, informatique) sans fabrication des supports (bandes, disques : Voir C26.80Z)	0	0,0%
1	C19	Cokéfaction, raffinage	0	0,0%
1	C19.10Z	Cokéfaction (cokerie, distillation de goudron, traitement des eaux ammoniacales)	0	0,0%
1	C20.13B	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base non classée ailleurs	0	0,0%
1	C21	Industrie pharmaceutique	0	0,0%
1	C23.61Z	Fabrication et trituration du soufre ; fabrication de mèches soufrées	0	0,0%
2	C30	Fabrication d'autres matériels de transport	0	0,0%
2	C30.2	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	0	0,0%
2	C30.9	Fabrication de matériels de transport non classée ailleurs	0	0,0%
3	C32	Autres industries manufacturières	0	0,0%
3	C32.20Z	Fabrication d'instruments de musique	0	0,0%
1	D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0	0,0%
3/ ANDRA	D35.43Z	Centrale nucléaire	0	0,0%
1	E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	0	0,0%
3	F42	Génie civil, construction d'ouvrage, de bâtiment, (couverture, tunnel, canalisation, ligne électrique, étanchéité, route, voie ferrée, canal, levage, montage)	0	0,0%
3	F43.13Z	Forages et sondages	0	0,0%
1	G	Commerce ; réparation d'automobiles, de motocycles, de vélos	0	0,0%
1	H49	Transports terrestres et transport par conduites	0	0,0%
3	H49.39C	Téléphériques et remontées mécaniques	0	0,0%
2	H50	Transports par eau	0	0,0%
2	H50.10Z	Transports maritimes et côtiers de passagers et/ou de fret	0	0,0%
2	H50.30Z	Transports fluviaux de passagers et/ou de fret (port fluvial)	0	0,0%
3	H52	Entreposage et services auxiliaires des transports	0	0,0%
3	H52.2	Services auxiliaires des transports	0	0,0%

1	L	Activités immobilières	0	0,0%
3	M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0	0,0%
3	M75	Activités vétérinaires	0	0,0%
3	Q	Santé humaine et action sociale	0	0,0%
3	Q86	Activités pour la santé humaine	0	0,0%
3	Q86.90B	Laboratoires d'analyses médicales	0	0,0%
1	S	Autres activités collectives ou privées et de services	0	0,0%
1	S96	Autres services personnels	0	0,0%
1/souhaité par l'ANDRA	V89.04Z	Terrils et/ ou crassier de mines	0	0,0%
1	V89.08Z	Stockages de déchets de marées noires (hydrocarbures et matériaux souillés suite à naufrages)	0	0,0%

Annexe 6

Liste du nombre de sites BASIAS recensés par communes

N° INSEE	Commune	Nombre de sites localisés (géoréférencés)	Nombre de sites Non-Localisables	TOTAL
74001	ABONDANCE	5	2	7
74002	ALBY-SUR-CHERAN	29	8	37
74003	ALEX	7	3	10
74004	ALLEVES	3	1	4
74005	ALLINGES	16	8	24
74006	ALLONZIER-LA-CAILLE	25	4	29
74007	AMANCY	24	7	31
74008	AMBILLY	20	6	26
74009	ANDILLY	3	2	5
74010	ANNECY	326	101	427
74011	ANNECY-LE-VIEUX	63	27	90
74012	ANNEMASSE	212	100	312
74013	ANTHY-SUR-LEMAN	14	6	20
74014	ARACHES	5	7	12
74016	ARCHAMPS	10	3	13
74018	ARENTHON	16	1	17
74019	ARGONAY	30	4	34
74020	ARMOY	1	2	3
74021	ARTHAZ-PONT-NOTRE-DAME	4	8	12
74024	AYSE	19	6	25
74029	BASSY	0	2	2
74031	BEAUMONT	10	4	14
74032	BELLEVAUX	2	3	5
74033	BERNEX	2	1	3
74035	BLOYE	3	1	4
74036	BLUFFY	3	1	4
74037	BOEGE	8	4	12
74038	BOGEVE	1	1	2
74040	BONNE	10	3	13
74041	BONNEVAUX	0	1	1
74042	BONNEVILLE	100	41	141
74043	BONS-EN-CHABLAIS	33	10	43
74044	BOSSEY	3	3	6
74046	BOUSSY	1	0	1
74048	BRENTHONNE	3	1	4
74049	BRIZON	1	1	2

74050	BURDIGNIN	0	1	1
74052	CERNEX	3	1	4
74053	CERVENS	2	0	2
74055	CHALLONGES	1	1	2
74056	CHAMONIX-MONT-BLANC	54	43	97
74057	CHAMPANGES	6	2	8
74061	CHAPEIRY	1	0	1
74062	CHARVONNEX	9	4	13
74063	CHATEL	5	2	7
74064	CHATILLON-SUR-CLUSES	2	0	2
74067	CHAVANOD	15	4	19
74068	CHENE-EN-SEMINE	2	3	5
74069	CHENEX	0	1	1
74070	CHENS-SUR-LEMAN	2	3	5
74071	CHESSNAZ	0	2	2
74073	CHEVENOZ	3	1	4
74074	CHEVRIER	2	0	2
74075	CHILLY	2	0	2
74077	CLARAFOND	1	6	7
74078	CLERMONT	1	2	3
74081	CLUSES	165	45	210
74082	COLLONGES-SOUS-SALEVE	8	3	11
74083	COMBLOUX	4	6	10
74087	CONTAMINE-SUR-ARVE	13	7	20
74089	CORDON	2	1	3
74090	CORNIER	4	0	4
74093	CRAN-GEVRIER	73	27	100
74094	CRANVES-SALES	30	8	38
74096	CRUSEILLES	15	7	22
74097	CUSY	5	3	8
74098	CUVAT	1	0	1
74099	DEMI-QUARTIER	1	2	3
74100	DESINGY	0	1	1
74101	DINGY-EN-VUACHE	1	0	1
74102	DINGY-SAINT-CLAIR	2	2	4
74103	DOMANCY	11	0	11
74104	DOUSSARD	12	5	17
74105	DOUVAINE	20	11	31
74106	DRAILLANT	1	1	2
74108	DUINGT	1	7	8
74109	ELOISE	7	1	8

74110	ENTREMONT	2	2	4
74112	EPAGNY	19	10	29
74114	ESSERT-ROMAND	2	0	2
74116	ETAUX	9	3	12
74118	ETREMBIERES	23	9	32
74119	EVIAN-LES-BAINS	45	20	65
74120	EVIRES	1	1	2
74121	EXCENEVEX	3	1	4
74122	FAUCIGNY	2	0	2
74123	FAVERGES	26	17	43
74124	FEIGERES	5	2	7
74127	FETERNES	5	1	6
74128	FILLINGES	9	3	12
74130	FRANCLENS	1	0	1
74131	FRANGY	7	7	14
74133	GAILLARD	30	14	44
74135	GIEZ	3	0	3
74137	GROISY	15	3	18
74138	GRUFFY	2	1	3
74139	HABERE-LULLIN	3	1	4
74140	HABERE-POCHE	1	0	1
74141	HAUTEVILLE-SUR-FIER	4	1	5
74142	HERY-SUR-ALBY	0	1	1
74144	JONZIER-EPAGNY	0	1	1
74145	JUVIGNY	2	0	2
74026	LA BALME-DE-SILLINGY	13	6	19
74027	LA BALME-DE-THUY	2	0	2
74058	LA CHAPELLE-D'ABONDANCE	3	1	4
74059	LA CHAPELLE-RAMBAUD	1	0	1
74080	LA CLUSAZ	6	4	10
74091	LA COTE-D'ARBROZ	0	2	2
74223	LA RIVIERE-ENVERSE	3	0	3
74224	LA ROCHE-SUR-FORON	52	23	75
74284	LA TOUR	4	2	6
74295	LA VERNAZ	2	0	2
74147	LATHUILE	2	0	2
74034	LE BIOT	5	1	6
74136	LE GRAND-BORNAND	7	4	11
74212	LE PETIT-BORNAND-LES-GLIERES	4	4	8
74221	LE REPOSOIR	1	0	1
74259	LE SAPPEY	1	0	1

74079	LES CLEFS	3	0	3
74085	LES CONTAMINES-MONTJOIE	7	1	8
74134	LES GETS	5	4	9
74143	LES HOUCHES	20	5	25
74302	LES VILLARDS-SUR-THONES	2	3	5
74148	LESCHAUX	1	0	1
74150	LOISIN	7	5	12
74151	LORNAY	0	1	1
74152	LOVAGNY	2	4	6
74154	LUGRIN	7	2	9
74155	LULLIN	3	2	5
74156	LULLY	1	1	2
74158	MACHILLY	6	2	8
74159	MAGLAND	48	17	65
74160	MANIGOD	2	1	3
74162	MARCELLAZ	2	0	2
74161	MARCELLAZ-ALBANAIS	1	0	1
74163	MARGENCEL	12	1	13
74164	MARIGNIER	48	16	64
74165	MARIGNY-SAINT-MARCEL	10	2	12
74166	MARIN	0	4	4
74167	MARLENS	6	1	7
74168	MARLIOZ	4	0	4
74169	MARNAZ	60	13	73
74170	MASSINGY	3	0	3
74171	MASSONGY	1	0	1
74172	MAXILLY-SUR-LEMAN	4	1	5
74173	MEGEVE	31	12	43
74174	MEGEVETTE	1	1	2
74175	MEILLERIE	2	2	4
74177	MENTHONNEX-EN-BORNES	2	2	4
74178	MENTHONNEX-SOUS-CLERMONT	1	2	3
74176	MENTHON-SAINT-BERNARD	3	5	8
74179	MESIGNY	1	2	3
74180	MESSERY	4	0	4
74181	METZ-TESSY	17	3	20
74182	MEYTHET	30	18	48
74183	MIEUSSY	4	2	6
74184	MINZIER	0	1	1
74185	MONNETIER-MORNEX	2	7	9
74186	MONTAGNY-LES-LANCHES	2	0	2

74187	MONTMIN	1	0	1
74188	MONTRIOND	8	0	8
74189	MONT-SAXONNEX	8	6	14
74190	MORILLON	3	0	3
74191	MORZINE	10	16	26
74192	MOYE	2	0	2
74194	MURES	1	0	1
74195	MUSIEGES	5	0	5
74196	NANCY-SUR-CLUSES	0	1	1
74197	NANGY	8	1	9
74198	NAVES-PARMELAN	1	2	3
74199	NERNIER	1	0	1
74200	NEUVECELLE	4	2	6
74201	NEYDENS	9	3	12
74202	NONGLARD	1	0	1
74206	ORCIER	8	3	11
74208	PASSY	42	32	74
74209	PEILLONNEX	3	3	6
74210	PERRIGNIER	9	2	11
74211	PERS-JUSSY	6	0	6
74213	POISY	14	8	22
74215	PRAZ-SUR-ARLY	5	1	6
74216	PRESILLY	3	1	4
74217	PRINGY	21	8	29
74218	PUBLIER	19	13	32
74219	QUINTAL	2	0	2
74220	REIGNIER	16	4	20
74222	REYVROZ	2	0	2
74225	RUMILLY	59	28	87
74228	SAINT-BLAISE	0	1	1
74229	SAINT-CERGUES	9	7	16
74231	SAINT-EUSEBE	2	0	2
74233	SAINT-FELIX	7	4	11
74234	SAINT-FERREOL	3	0	3
74235	SAINT-GERMAIN-SUR-RHONE	1	0	1
74236	SAINT-GERVAIS-LES-BAINS	25	25	50
74237	SAINT-GINGOLPH	2	1	3
74238	SAINT-JEAN-D'AULPS	5	2	7
74239	SAINT-JEAN-DE-SIXT	2	3	5
74241	SAINT-JEOIRE	10	5	15
74242	SAINT-JORIOZ	20	7	27

74243	SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS	28	9	37
74245	SAINT-MARTIN-BELLEVUE	1	7	8
74249	SAINT-PAUL-EN-CHABLAIS	1	2	3
74250	SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY	33	7	40
74252	SAINT-SIGISMOND	2	0	2
74253	SAINT-SIXT	1	0	1
74255	SALES	3	3	6
74256	SALLANCHES	86	39	125
74257	SALLENOVES	4	2	6
74258	SAMOENS	14	6	20
74260	SAVIGNY	1	0	1
74261	SAXEL	1	0	1
74262	SCIENRIER	4	2	6
74263	SCIEZ	8	6	14
74264	SCIONZIER	96	24	120
74265	SERRAVAL	2	2	4
74266	SERVOZ	0	4	4
74267	SEVRIER	19	9	28
74268	SEYNOD	90	29	119
74269	SEYSSEL	19	5	24
74272	SILLINGY	19	6	25
74273	SIXT-FER-A-CHEVAL	2	1	3
74275	TALLOIRES	3	5	8
74276	TANINGES	23	7	30
74279	THOLLON	1	1	2
74280	THONES	36	12	48
74281	THONON-LES-BAINS	136	75	211
74282	THORENS-GLIERES	5	0	5
74283	THUSY	3	0	3
74278	THYEZ	52	12	64
74286	VACHERESSE	1	1	2
74287	VAILLY	2	3	5
74288	VALLEIRY	10	4	14
74289	VALLIERES	9	2	11
74290	VALLORCINE	0	4	4
74291	VANZY	0	1	1
74293	VEIGY-FONCENEX	5	1	6
74294	VERCHAIX	4	0	4
74296	VERS	1	0	1
74297	VERSONNEX	0	1	1
74298	VETRAZ-MONTHOUX	27	9	36

74299	VEYRIER-DU-LAC	2	6	8
74301	VILLARD	2	1	3
74303	VILLAZ	7	1	8
74304	VILLE-EN-SALLAZ	1	1	2
74305	VILLE-LA-GRAND	66	12	78
74306	VILLY-LE-BOUVERET	2	0	2
74307	VILLY-LE-PELLOUX	5	0	5
74308	VINZIER	3	0	3
74309	VIRY	19	3	22
74311	VIUZ-EN-SALLAZ	20	8	28
74310	VIUZ-LA-CHIESAZ	3	1	4
74312	VOUGY	28	6	34
74313	VOVRAY-EN-BORNES	1	1	2
74314	VULBENS	5	4	9
74315	YVOIRE	0	2	2



Centre scientifique et technique
3, avenue Claude-Guillemin
BP 36009
45060 – Orléans Cedex 2 – France
Tél. : 02 38 64 34 34 - www.brgm.fr

Direction régionale “Auvergne Rhône-Alpes”
151 boulevard Stalingrad
69 626 Villeurbanne Cedex– France
Tél. : 04 72 82 11 50